

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164
N° 2

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 6
no Tenuare 2015

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Pages

Arrêté n° 2193 CM du 29 décembre 2014 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de la société d'économie dénommée Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP).	66
Avis n° 2194 CM du 29 décembre 2014 sur le projet de décret modifiant le code des transports et relatif à la réforme de l'aide à la continuité territoriale	67
Arrêté n° 2208 CM du 29 décembre 2014 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de la société d'économie mixte "Assainissement des eaux de Tahiti"	67
Arrêté n° 2209 CM du 29 décembre 2014 attribuant une indemnité de sujétions spéciales aux agents du service du développement rural assurant les opérations de contrôle phytosanitaire et zoosanitaire	68
Arrêté n° 2210 CM du 30 décembre 2014 portant création d'un service dénommé direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA)	69
Arrêté n° 2221 CM du 30 décembre 2014 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement d'un exutoire sis à Fare, dans l'île de Huahine et de cessibilité la parcelle de terre nécessaire à cette opération	70

EXTRAITS

Arrêté n° 2211 CM du 30 décembre 2014 rendant exécutoire la délibération n° 16-14 CA/EGAT du 5 décembre 2014 de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva autorisant la prise en charge de la neutralisation des immobilisations acquises sur subvention octroyées à l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva ...	71
Arrêté n° 2212 CM du 30 décembre 2014 rendant exécutoire la délibération n° 28-2014 CA-PAP du 16 décembre 2014 du port autonome de Papeete actualisant les autorisations de programme du port autonome de Papeete	73
Arrêté n° 2215 CM du 30 décembre 2014 rendant exécutoire la délibération n° 7 ILM 14 du 5 décembre 2014 portant modification de la réglementation relative aux frais de déplacement des agents de l'Institut Louis-Malardé.	75
Arrêté n° 2216 CM du 30 décembre 2014 rendant exécutoire la délibération n° 9 ILM 14 du 5 décembre 2014 approuvant un plan de départs volontaires pour certains salariés de l'Institut Louis-Malardé.	77
Arrêté n° 2217 CM du 30 décembre 2014 rendant exécutoire la délibération n° 10 ILM 14 du 5 décembre 2014 portant sur la grille salariale des agents de première catégorie de l'Institut Louis-Malardé	78
Arrêté n° 2219 CM du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté n° 1088 CM du 23 juillet 2014 rendant exécutoire la délibération n° 41-14 CA/TNAD du 4 juillet 2014 portant approbation du compte financier de l'Etablissement public Tahiti Nui Aménagement et développement pour l'exercice 2013 et affectation des résultats.	79

Arrêté n° 2220 CM du 30 décembre 2014 rendant exécutoire la délibération n° 59-14 CA/TNAD du 13 novembre 2014 portant autorisation au directeur général de demander une avance de trésorerie d'un montant d'un milliard de francs CFP auprès du pays.....	79
---	----

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1086 PR du 29 décembre 2014 portant attribution d'une aide individuelle à la création artistique et littéraire au profit de Mme Brenda Tihoni pour la réalisation d'une comédie musicale intitulée "Na Maehaa - Fero no te hau".	80
Arrêté n° 1090 PR du 30 décembre 2014 portant désignation des membres de la commission de l'Observatoire de l'économie numérique (ODEN)	80
Arrêté n° 1091 PR du 31 décembre 2014 portant octroi d'une aide financière à Mme Françoise Chin Foo épouse Henry.	81
Arrêté n° 1092 PR du 31 décembre 2014 accordant une dérogation exceptionnelle à l'article 62, IV-B de l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun au GIE Terehau	82
Arrêté n° 1093 PR du 31 décembre 2014 accordant une dérogation exceptionnelle à l'article 62, IV-B de l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun au GIE Tiamahana	83

Ministère de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises

Arrêté n° 11330 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant extension de 33 marques renouvelées par l'Institut national de la propriété industrielle.....	83
Décision n° 11331 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3316939.....	90
Décision n° 11332 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3315289.....	90
Décision n° 11333 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3337986.....	91
Décision n° 11334 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3324442.....	92
Décision n° 11335 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94535491.....	93
Décision n° 11336 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3317425.....	93
Décision n° 11337 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94540866, n° 94540867 et n° 94540868.....	94
Arrêté n° 11351 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant reconnaissance de certains titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.....	95
Arrêté n° 11382 MRE du 29 décembre 2014 portant attribution d'une licence de navigation charter "grande plaisance" à la société Matatu Ltd pour le navire à moteur "Jambo".....	98
Arrêté n° 11383 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à The Moorings SARL pour les voiliers "Pélican", "Illico", "Jolie Brise" et "Chris and Co IV"	98
Arrêté n° 11384 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à The Moorings SARL pour le voilier "Libertalia".....	99
Arrêté n° 11385 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à The Moorings SARL pour le voilier "Nape".....	99
Arrêté n° 11386 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à The Moorings SARL pour le voilier "Hercule".....	99

Arrêté n° 11387 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à Sunsail SAS pour le voilier "Dim Sum"	100
--	-----

Arrêté n° 11410 MRE du 30 décembre 2014 relatif à l'habilitation de M. Fabrice Domange en qualité d'agent spécial de la société AIG Europe Limited et à l'abrogation de l'arrêté n° 484 PR du 28 juin 2013 portant habilitation de Mme Kelly Lyles en qualité d'agent spécial d'assurance de la société AIG Europe Limited	100
--	-----

Ministère du développement des activités du secteur primaire

Arrêté n° 11388 MDA du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing.	101
---	-----

Arrêté n° 11429 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SARL Huahine Pearl Farm, sis à Huahine, commune de Huahine (exploitant n° 100).	102
---	-----

Arrêté n° 11430 MDA du 31 décembre 2014 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Emile Puputauki, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 208)	103
---	-----

Arrêté n° 11431 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Vinare Joseph Urarii, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 249)	104
--	-----

Arrêté n° 11432 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Vahua Fainau Armandine Tahitoe épouse Teiva, sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 15).	105
---	-----

Arrêté n° 11433 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Milton Tu Faura sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 234)	105
---	-----

Arrêté n° 11434 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Rosalie Taio Tuarue sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 311)	106
--	-----

Arrêté n° 11435 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Kaverōga Hiriata dite Kave Tupana sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 302)	107
---	-----

Arrêté n° 11436 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tefania Yee Soufa Apeang sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 303).	108
--	-----

Arrêté n° 11437 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jean-Yves Taverne sis à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 172)	109
--	-----

Arrêté n° 11438 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Lui Fat Jean-Noël Tane Chan sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 53)	110
---	-----

Arrêté n° 11439 MDA du 31 décembre 2014 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jacques Temauriarri Parker sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 38)	111
---	-----

Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine

Arrêté n° 11340 MLV du 29 décembre 2014 portant modification de l'arrêté n° 1535 MLA du 14 février 2014 modifié portant affectation des terres Tefaupapa partie, Tefaupapa-Vaipai parties, Tefaupapa-Vaipai parcelle, cadastrées commune de Paea, section AR n° 7, n° 8, n° 37, n° 38 et n° 97 et les constructions y édifiées, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement	112
---	-----

Arrêté n° 11341 MLV du 29 décembre 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 5229 MLA du 11 juin 2014 portant affectation de plusieurs parcelles cadastrées section AT n° 10 et AT n° 11, section AS n° 7 et AS n° 9; section AN n° 1 et AN n° 2 et section AM n° 1 et AM n° 2, pour une superficie totale de 320 264 mètres carrés, sises commune de Hao, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement (TNAD), et de l'arrêté n° 6557 MLA du 22 juillet 2014 portant affectation des emprises cadastrées section AR n° 8, section AS n° 15 et de l'emprise à charge de remblai cadastrée section AT n° 12, sises commune de Hao, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement (TNAD)	112
Arrêté n° 11342 MLV du 29 décembre 2014 autorisant la location de la parcelle de la terre dénommée "Fanauga Teaveave" cadastrée commune de Reao section BH n° 7 au profit de M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini	113
Arrêté n° 11354 MLV du 29 décembre 2014 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime sis au droit de la parcelle dépendant de la terre Tahiamanu, cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Papetoai, section PR n° 1, au profit du service du tourisme.	114
Arrêté n° 11408 MLV du 30 décembre 2014 portant modification de l'arrêté n° 10719 MLV du 8 décembre 2014 portant affectation de la parcelle dépendant de la propriété Shilson, cadastrée commune de Pirae, section H n° 706, au profit de l'Institut d'insertion médico-éducatif.	115
Arrêté n° 11409 MLV du 30 décembre 2014 autorisant la location d'une parcelle de terre dénommée "Tekirikiri" cadastrée section AB n° 175, sise commune de Reao, au profit de M. Vétéa René Tepakou	115
Ministère de la jeunesse et des sports	
Arrêté n° 11352 MJS du 29 décembre 2014 portant nomination de M. Kenji Calmes en qualité d'adjoint au chef du service de la jeunesse et des sports	116
Arrêté n° 11353 MJS du 29 décembre 2014 portant délégation de signature du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel à Mme Mae Lhopital, chef du service de la jeunesse et des sports	116
Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement	
Arrêté n° 11339 MET du 29 décembre 2014 portant autorisation d'occupation d'un emplacement du domaine public routier au profit de l'EURL Maguen Le Rétro	118
Arrêté n° 11379 MET du 29 décembre 2014 autorisant M. Georgy Hellouin à poursuivre les travaux d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées sur les lots n° 29, n° 30 et n° 55 du lotissement "Le Hameau de Mahinarama" sis à Mahina	119
Arrêté n° 11380 MET du 29 décembre 2014 portant abrogation de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti de M. Téhikumaro Temarohoa.	120
Arrêté n° 11381 MET du 29 décembre 2014 portant abrogation de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti de M. André Paheroo Wong	120
Arrêté n° 11394 MET du 30 décembre 2014 portant agrément de l'aérodrome de Nukutepipi à usage restreint.	121
Arrêté n° 11395 MET du 30 décembre 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 2605 MDA du 17 avril 2013 autorisant la SARL "Maintenance Marquises Service", représentée par le gérant M. Valentin Oberlin à occuper le domaine public aéroportuaire de Atuona, Hiva Oa (îles Marquises) dans le cadre d'une implantation d'une installation pour de la maintenance aéronautique et de la mécanique générale	126
Arrêté n° 11396 MET du 30 décembre 2014 abrogeant l'arrêté n° 544 MDA du 16 janvier 2012 autorisant M. Charles Mombaerts à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) dans le cadre de l'exploitation d'un parking pour véhicule de location	126
Arrêté n° 11397 MET du 30 décembre 2014 abrogeant l'arrêté n° 1092 MDA du 6 février 2012 autorisant M. Charles Mombaerts à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) dans le cadre de la pose d'un panneau publicitaire.	127
Arrêté n° 11398 MET du 30 décembre 2014 abrogeant l'arrêté n° 4322 MTE du 17 juin 2013 autorisant Mme Tetua Raatini Seino épouse Huri à occuper le domaine public aéroportuaire de Tikehau (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un snack-bar	127

Arrêté n° 11399 MET du 30 décembre 2014 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'EURL Chong On Yin Jean	128
Arrêté n° 11415 MET du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté n° 635 MDA du 3 février 2011 portant octroi d'une licence d'armateur à l'EURL Transport maritime des Tuamotu-Ouest (TMTO) pour l'exploitation du navire Mareva Nui II sur le desserte maritime régulière des Tuamotu-Ouest, en remplacement du navire Mareva Nui.	131

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Décision n° 2014-9 CESC du 23 décembre 2014 portant modification n° 1 du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2014.	131
Décision n° 2014-10 CESC du 23 décembre 2014 portant adoption du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2014.	131

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	132
Annonces diverses	133



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 2193 CM du 29 décembre 2014 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de la société d'économie dénommée Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP).

NOR : DAE1402355AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 modifiée relative aux sociétés d'économie mixtes locales ;

Vu le code du commerce ;

Vu la délibération n° 99-98 APF du 3 juin 1999 portant création de la Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP) ;

Vu la délibération n° 2000-38 APF du 30 mars 2000 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte locales association de la Polynésie française ou ses établissements publics ;

Vu la lettre n° 7289 PR du 8 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 8 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 195-2014 CCBF du 16 décembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein de la Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP) pour siéger aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires :

- M. Jean-Christophe Bouissou.

Art. 2. — Sont désignés en qualité de représentants de la Polynésie française au sein du conseil d'administration de la Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP) :

- 1° M. Jean-Christophe Bouissou ;
- 2° M. Nuihau Laurey ;
- 3° M. Tearii Alpha ;
- 4° M. Albert Solia ;
- 5° Mme Sandra Levy-Agami ;
- 6° M. Nicolas Foureau ;
- 7° M. Jean-Pierre Losiou.

Art. 3. — L'arrêté n° 1396 CM du 16 octobre 2013 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de la société d'économie mixte dénommée Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP) est abrogé.

Art. 4. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre
de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,
Jean-Christophe BOUISSOU.

AVIS n° 2194 CM du 29 décembre 2014 sur le projet de décret modifiant le code des transports et relatif à la réforme de l'aide à la continuité territoriale.

NOR : DAE1402730AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 1803 DIRAJ du 11 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 2014,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret modifiant le code des transports appelle un avis favorable, sous réserve de modification conformément aux observations suivantes :

- Dans son article 1er, le projet de décret ajoute un alinéa à l'article D. 1803-2 ainsi rédigé : "La décision accordant une aide à la continuité territoriale vers la France métropolitaine précède la réservation du titre de transport."

Eu égard au nombre de places limitées dans les transports aériens en provenance ou à destination de la Polynésie française durant les périodes de haute saison, cette disposition risque d'être trop contraignante pour les étudiants. Il est proposé, dans cet alinéa, de remplacer les mots : "la réservation" par les mots : "le paiement".

- Dans son article 3, le projet de décret introduit un paragraphe D. 1803-12 III ouvrant la possibilité pour "le père ou la mère ou le tuteur légal d'une personne de moins de dix-huit ans évacuée sanitaire de prétendre à l'aide à la continuité territoriale sans condition de délai depuis la dernière aide si un premier accompagnant bénéficie d'une prise en charge du déplacement par la sécurité sociale".

Il est fait remarquer que la Polynésie française dispose d'une Caisse de prévoyance sociale propre, indépendante de la sécurité sociale, qui assure la prise en charge des évacuations sanitaires des résidents.

Par conséquent, il est proposé de rajouter le membre de phrase : "ou par la Caisse de prévoyance sociale compétente dans la collectivité concernée." après les mots : "sécurité sociale".

Art. 2.— L'article D. 1803-1 du code des transports prévoit que les aides définies aux articles L. 1803-2 à L. 1803-9 sont versées sous la forme d'une prise en charge d'une partie du coût du titre de transport aérien en classe économique :

Il est fait remarquer qu'en réservant le bénéfice de ces aides au seul transport aérien, le code ne permet pas la prise en charge d'une partie du coût des transports maritimes. Or, l'aide à la continuité territoriale prévue est ouverte pour les déplacements intérieurs. Dans cette perspective, il est demandé de ne pas restreindre cette possibilité.

En conséquence, la Polynésie française émet le vœu que l'Etat prenne un arrêté rendant éligible les déplacements effectués à l'intérieur de la Polynésie française par voies aériennes ou maritimes, en vertu du deuxième alinéa de l'article L. 1803-4 du code des transports.

Art. 3.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.

Edouard FRITCH.

ARRETE n° 2208 CM du 29 décembre 2014 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de la société d'économie mixte "Assainissement des eaux de Tahiti".

NOR : ENV140241AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code du commerce ;

Vu la loi n° 83-397 du 7 juillet 1983 modifiée relative aux sociétés d'économie mixte locales ;

Vu la délibération n° 2000-38 APF du 30 mars 2000 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte locales associant la Polynésie française ou ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-7 APF du 3 février 1998 abrogeant la délibération n° 94-16 du 10 mars 1994 et portant création d'une société d'économie mixte "SEM Assainissement des eaux de Tahiti" ;

Vu les statuts de la société d'économie mixte "Assainissement des eaux de Tahiti" ;

Vu la lettre n° 7335 PR du 9 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis favorable n° 207-2014 CCBF/APF du 18 décembre 2014 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein de la société d'économie mixte Assainissement des eaux de Tahiti pour siéger dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires :

- M. Heremoana Maamaatuaiahutapu.

Art. 2. — Sont désignés représentants de la Polynésie française au sein de la société d'économie mixte Assainissement des eaux de Tahiti pour siéger au conseil d'administration :

- M. Heremoana Maamaatuaiahutapu ;
- Mme Isabelle Sachet ;
- M. Aitu Pommier ;
- Mme Sandrine Turquem.

Art. 3. — L'arrêté n° 1023 CM du 25 juillet 2013 est abrogé.

Art. 4. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 2209 CM du 29 décembre 2014 attribuant une indemnité de sujétions spéciales aux agents du service du développement rural assurant les opérations de contrôle phytosanitaire et zoosanitaire.

NOR : SDR1402355AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 97-153 APF du 13 août 1997 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains personnels de l'administration territoriale ;

Vu la délibération n° 97-230 APF du 22 décembre 1997 portant réglementation des opérations de contrôle sanitaire exécutées par le service du développement rural et le service de l'hygiène et de la salubrité publique de la direction publique ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 22 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Au titre de l'année 2015, les agents du service du développement rural qui assurent la mission du contrôle phytosanitaire et zoosanitaire perçoivent une indemnité mensuelle de sujétions spéciales destinée à compenser de manière forfaitaire les contraintes liées à l'exercice de leurs fonctions dans le cadre d'un tableau de service.

Art. 2. — Le montant de l'indemnité visée à l'article 1er est plafonné au groupe 12 pour les contrôleurs phytosanitaires et zoosanitaires.

Art. 3. — Les agents concernés perdent le droit au versement de l'indemnité susvisée s'ils cessent d'assurer les opérations de contrôle phytosanitaire et zoosanitaire pendant les heures de nuit, les dimanches et jours fériés.

Art. 4. — L'attribution de l'indemnité de sujétions spéciales visée à l'article 1er ainsi que la définition de son montant font l'objet d'un arrêté individuel pris par le Président de la Polynésie française, sur proposition du ministre chargé de la fonction publique, conformément aux dispositions de la délibération n° 97-153 APF du 13 août 1997 susvisée. L'attribution de l'indemnité de sujétions spéciales visée à l'article 1er est exclusive de toute autre prime ou indemnité particulière, notamment celles relatives aux travaux supplémentaires, tel que fixé par l'arrêté n° 570 CM du 27 avril 2001 fixant la liste des services et des emplois autorisés à effectuer des travaux supplémentaires.

Art. 5. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre du développement des activités du secteur primaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 2210 CM du 30 décembre 2014 portant création d'un service dénommé direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA).

NOR : IGA1402644AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux, modifié ;

Vu la circulaire n° 225 PR du 29 août 2002 pour l'application de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 285 CM du 16 octobre 2003 relative à l'harmonisation de l'organisation interne des services de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'avis du comité technique paritaire central créé auprès de la présidence en date du 7 novembre 2014 ;

Vu l'avis de l'inspection générale de l'administration ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 décembre 2014,

Arrête :

TITRE Ier - CREATION, MISSIONS ET CHAMP D'ACTION

Article 1er.— Il est créé un service administratif dénommé direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA).

Art. 2.— La direction de la modernisation et des réformes de l'administration assume une compétence générale en matière de modernisation du service public en vue d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers, de contribuer à une gestion performante des deniers publics, de mobiliser les agents publics et de mettre en valeur le capital qu'ils représentent.

Elle a vocation, dans ce domaine, à intervenir sur l'ensemble des services, établissements publics et organismes investis d'une mission de service public relevant du pays.

Elle est chargée, soit à la demande du Président de la Polynésie française ou des membres du gouvernement, soit à son initiative, après information du chef de l'administration, d'entreprendre ou de coordonner des études et des travaux et d'émettre des avis portant sur l'organisation et sur le fonctionnement des services publics.

A cet effet :

2.1. En matière d'organisation :

- elle conçoit et propose les éléments constitutifs d'un périmètre du service public. Elle veille au respect du périmètre retenu par les pouvoirs publics. Elle conçoit et propose toute évolution et adaptation de ce périmètre, en application du principe de mutabilité du service public ;
- elle s'assure que toutes les missions du service public sont prises en compte sans omission ni chevauchement et conseille sur les choix permettant une bonne cohérence d'ensemble ;
- elle est appelée à donner son avis sur tout projet de création ou de modification d'un service administratif ou d'un établissement public ;
- elle conseille les services administratifs pour optimiser leurs organigrammes et la répartition des moyens qui leur sont confiés.

2.2. En matière de fonctionnement :

- elle s'assure de l'amélioration continue des procédures, protocoles et processus ;
- elle conseille le gouvernement et appuie la direction générale des ressources humaines en vue de consolider les capacités des responsables administratifs au management, au contrôle interne, au contrôle de gestion et à la conduite de projet.

Afin de garantir une cohérence des réformes engagées par les pouvoirs publics, elle est informée par les ministères compétents, et préalablement à leur déroulement, des études et missions émanant tant de professionnels ou de cabinets d'audit extérieurs à l'administration que des services de l'Etat et portant sur l'organisation et le fonctionnement des services publics. Un exemplaire du rapport final de l'étude ou de la mission lui est transmis.

TITRE II - ORGANISATION

Art. 3.— Le siège de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration est situé à Tahiti-Papeete.

Art. 4.— La direction est composée d'un directeur et d'un secrétariat. Peuvent y être rattachés un adjoint, des chargés de mission et des chargés d'études.

Art. 5.— Dans le cadre des missions assignées à la direction et des directives reçues de son autorité hiérarchique, le directeur prend les dispositions utiles pour que leur exécution soit assurée.

Le directeur est chargé d'animer, d'orienter et de coordonner l'action des agents de la direction. Il est chargé de répartir les missions ou les éléments constitutifs d'une mission, de centraliser les travaux, et de présenter les rapports de synthèse.

Il gère les crédits délégués à la direction de la modernisation et des réformes administratives.

Le directeur rend compte à son autorité hiérarchique de ses activités.

Dans le respect de l'indépendance dans laquelle s'effectuent les missions confiées aux agents chargés de contrôle et d'enquête, le directeur exerce :

- l'autorité hiérarchique sur les personnes affectées au service ;
- et le pouvoir disciplinaire et de notation, selon les dispositions de la réglementation particulière en vigueur.

Art. 6.— Organisation générale du service

La direction de la modernisation et des réformes de l'administration comprend, outre une direction :

- un bureau de la modernisation du service public chargé de concevoir, piloter et évaluer les réformes nécessaires à la modernisation permanente du service public ;
- un bureau de l'audit interne et de l'inspection chargé de réaliser les audits et les enquêtes et de développer les outils et les méthodes permettant d'assurer la maîtrise des activités de service public et leur efficacité. A cet effet il est destinataire des bilans d'activité des services et des établissements publics ;
- un bureau du management de la qualité chargé d'accompagner les services administratifs dans la mise en œuvre de la démarche qualité et de l'amélioration continue des procédures, protocoles et processus.

Art. 7. — Agents chargés de contrôle et d'enquête

Les agents en charge du contrôle interne des services du pays et d'enquête administrative, appelés "agents de contrôle et d'enquête", sont nommés, parmi les agents cadres de la direction, par note de service. Le directeur de la modernisation et des réformes administratives a qualité d'agent de contrôle et d'enquête de par sa nomination en tant que chef de service de la direction.

Ils engagent des enquêtes administratives uniquement sur lettre de mission du Président de la Polynésie française.

Les agents chargés de contrôle et d'enquête peuvent être appelés à requérir et obtenir des organes administratifs faisant l'objet d'une inspection, les informations nécessaires à l'exercice de leur mission.

Ils peuvent se faire communiquer toutes les pièces de correspondances, lettres, instructions, registres ou pièces de comptabilité, marchés, archives et d'une manière générale tous les documents qu'ils jugent utiles à l'accomplissement de leurs missions.

Ils peuvent convoquer et entendre tous les personnels et agents susceptibles de leur procurer les informations nécessaires à l'accomplissement de ladite mission.

Ils rendent compte individuellement de leurs missions par des rapports transmis au Président de la Polynésie française par le directeur.

Art. 8. — Les responsables des bureaux sont désignés par note de service du directeur.

Ces responsables rendent compte au directeur, chacun en ce qui le concerne, des actions dont ils ont la charge.

Ils exercent l'autorité hiérarchique vis-à-vis des personnels qui leur sont subordonnés.

Art. 9. — Note interne d'organisation et de fonctionnement du service

Des notes du directeur précisent les dispositions d'organisation fixées par le présent arrêté ainsi que, le cas échéant, celles mises en œuvre pour assurer le fonctionnement régulier du service.

Art. 10. — Les postes budgétaires ouverts, les biens meubles affectés, les droits et obligations de "l'inspection générale de l'administration" sont transférés à la "direction générale de la modernisation et des réformes de l'administration" à compter de la date de parution du présent arrêté.

Art. 11. — Dans tous les textes réglementaires, les références à "l'inspection générale de l'administration" et à "l'inspecteur général de l'administration" sont respectivement substituées à la "direction de la modernisation et des réformes de l'administration" et au "directeur de la modernisation et des réformes de l'administration".

Art. 12. — La délibération n° 85-1111 AT du 5 novembre 1985 portant création d'un service dénommé "inspection générale de l'administration" et l'arrêté n° 1091 CM du 12 novembre 1985 modifié portant organisation de l'inspection générale de l'administration sont abrogés.

Art. 13. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 2221 CM du 30 décembre 2014 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement d'un exutoire sis à Fare, dans l'île de Huahine et de cessibilité la parcelle de terre nécessaire à cette opération.

NOR : DEQ1402653AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions divers relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 277 CM du 18 février 2014 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relative à la parcelle de terre nécessaire à l'aménagement d'un exutoire sis à Fare, dans l'île de Huahine ;

Vu les rapports du commissaire enquêteur en date du 6 mai 2014 relatifs à l'utilité publique de l'aménagement d'un exutoire sis à Fare, dans l'île de Huahine et à la cessibilité de la parcelle de terre nécessaire à cette opération ;

Vu la lettre n° 5594 MLV/DAF du 27 novembre 2014 précisant la quotité des droits indivis de la Polynésie française sur la parcelle expropriée ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est déclarée d'utilité publique la maîtrise de la parcelle nécessaire à l'aménagement d'un exutoire sis à Fare, dans l'île de Huahine.

Art. 2. — La présente déclaration est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 3. — Est déclarée cessible immédiatement la parcelle de terre nécessaire à l'opération citée à l'article 1er du présent arrêté et telle qu'elle est indiquée dans le tableau ci-après :

Référence cadastrale	Terre	Propriétaires	Emprise à exproprier en m ²
AA18	Vaitotia	<ul style="list-style-type: none"> - M. Auguste Puaïta Temanaha, né le 1er/06/1930 à Papeete ; - Mme Linda Carmen Spitz, née le 17/05/1952 à Papeete ; - Mme Chantal Tiare Spitz, née le 18/11/1954 à Papeete ; - Mme Jane Hinette dite Inès Make, née le 25/04/1935 à Rapa 	1354

Art. 4. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

NOR : EGA1402651AC

Par arrêté n° 2211 CM du 30 décembre 2014. — Est rendue exécutoire la délibération n° 16-14 CA/EGAT du 5 décembre 2014 du conseil d'administration de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva autorisant la prise en charge de la neutralisation des immobilisations acquises sur subvention octroyées à l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva.

Délibération n° 16/14/CA/EGAT du 05 décembre 2014, autorisant la prise en charge de la neutralisation des immobilisations acquises sur subvention octroyées à l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'ETABLISSEMENT DE GESTION
ET D'AMENAGEMENT DE TEVA**

VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

VU la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 modifiée portant création de l'Etablissement public à caractère industriel et commercial dénommé «Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva » ;

VU l'arrêté n° 647/CM du 02 juillet 1985 modifié, fixant l'organisation, le fonctionnement et les règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public dénommé « Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva » ;

VU l'arrêté n° 116/CM du 27 janvier 1986 portant affectation de la Terre dite Eugénie à l'établissement d'aménagement et de gestion du domaine d'Atimaono ;

VU l'arrêté n° 580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;

VU la délibération n° 95-90/AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de la mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé et public du Territoire ;

VU la délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

VU l'arrêté n° 401/CM du 28 avril 2006 portant affectation du domaine « Motu Ovinî », de divers emplacements du domaine public maritime et des constructions y édifiées, cadastrés commune de Teva I Uta, section de commune de Papeari, au profit de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva ;

VU l'arrêté n° 1598/CM du 13 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jason LEAU en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

VU l'arrêté n° 0364/CM du 03 mars 2014 portant nomination de Monsieur Willy CHUNG SAO, en qualité de directeur par intérim de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

VU l'arrêté n° 0503/CM du 24 mars 2014 rendant exécutoire la délibération n° 1/14/CA/EGAT du 07 février 2014 de l'Etablissement de Gestion et d'aménagement de Teva portant approbation de l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva pour l'exercice 2014 ;

VU l'arrêté n° 0985/CM du 30 juin 2014 rendant exécutoire la délibération n° 08/14/CA/EGAT du 23 mai 2014 de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva portant approbation de la première Décision Budgétaire Modificative pour l'exercice 2014 ;

VU le rapport de présentation n° 16/14 ;

Le Conseil d'administration de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva ;
Après en avoir délibéré sans sa séance du 5 décembre 2014

ADOpte

Article 1^{er}. – Le Conseil d'Administration autorise au titre de régularisation, la reprise au résultat de l'exercice 2014 des subventions d'investissement perçues pour l'acquisition des immobilisations acquises depuis 1998 pour un montant de 193 369 746 Frs. »

Article 2. - Le Directeur par intérim de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva et le Payeur de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Papeete, le 05 décembre 2014

Un administrateur,

*Le président du conseil d'administration,
Jean-Christophe BOUISSOU.*

NOR : PAP1402700AC

Par arrêté n° 2212 CM du 30 décembre 2014. — Est rendue exécutoire la délibération n° 28-14 CA-PAP du 16 décembre 2014 du conseil d'administration du port autonome de Papeete actualisant les autorisations de programme du port autonome de Papeete.

DÉLIBÉRATION N° 28/2014/CA-PAP DU 16 DÉCEMBRE 2014

Actualisant les autorisations de programme du Port autonome de Papeete

== *** ==

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PORT AUTONOME DE PAPEETE

Vu la délibération n° 62-2/AT du 5 janvier 1962 portant création et organisation d'un établissement public dénommé « Port Autonome de Papeete », modifiée par la délibération n° 2001-5/APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au Code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1473/CM du 26 décembre 1997 modifié, relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Port Autonome de Papeete" ;

Vu l'arrêté n° 580/CM du 5 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 649/CM du 13 mai 2011 portant nomination de M. Mario BANNER-MARTIN en qualité de directeur général de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Port autonome de Papeete" ;

Vu l'arrêté n° 1200/CM du 13 août 2014 portant nomination de M. Serge EMERY en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 15/2013 du 5 novembre 2013 actualisant les autorisations de programme du Port autonome de Papeete ;

Vu le rapport du directeur général du Port Autonome de Papeete ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 16 décembre 2014 ;

ADOpte

ARTICLE 1 : Conformément au tableau ci-annexé, le montant des autorisations de programme ouvertes au Port autonome de Papeete est arrêté à la somme de vingt-deux milliards trois cent trente neuf millions de francs Pacifique (22,339 milliards de f.cfp).

ARTICLE 2 : Le Directeur général du Port autonome de Papeete et l'Agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
Thierry CHARRIER.

Le président du conseil d'administration,
Albert SOLIA.

TABEAU GENERAL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES
ANNEXE A LA DELIBERATION N° 28/2014/C.A.-PAP DU 16 décembre 2014

OPERATIONS	AUTORISATIONS DE PROGRAMME	Numéro d'AP	Montant de l'AP au 5 novembre 2013	Depenses mandatées à fin 2013	Crédits de paiement 2014	Crédits restant à ouvrir	Variation du montant de l'AP	Montant de l'AP au 12 décembre 2014
OPB2001001	Construction d'une gare maritime au quai des fermes	2000-05	3 425	2 428,5			-3 425	Soldé
	Aménagements de la baie de Vaiare	2006-31	3 000	311,7	12,1	2 676,2	-3 000	Soldé
OPB1993005	Aménagement marina Vaiare							
OPV2005002	Extension parking gare maritime n°1 à Vaiare							
OPQ2008003	Extension du poste 1 - port de Vaiare							
OPV2006001	Aménagement de terre-pleins à Vaiare							
OPC2003001	Modernisation des infrastructures de la cale de halage	2003-24	221	182,2	6,7	32	-221	Soldé
OPT2006002	Acquisition d'un remorqueur en remplacement de l'Aito2	2004-27	300	0	5	295		300
OPQ2005002	Epi de protection de la marina Taina	2005-30	420	0	10	410	-420	Soldé
OPD2008001	Extension du port à l'Est 1ère tranche (OP n° 11 du Schéma Directeur)	2008-40	8 300	44,5	8,8	8 247		8 300
OPC2009001	Acquisition d'un nouveau dock flottant (OP n° 6 du SD)	2009-41	4 120	3,5	1 095,3	3 021		4 120
OPQ2012001	Requalification du poste pétrolier NQP (OP n° 4 du SD)	2011-01	280	0,0	15,0	265	350	630
nc	Réaménagement de la zone de Fare Ute (OP n° 5 du SD)	2011-02	1 780					1 780
nc	Réaménagement de la zone des Phares et Balises (OP n° 7 du SD)	2011-03	660					660
nc	Réaménagement de la zone sud pont de Motu Uta (OP n° 8 du SD)	2011-04	225					225
nc	Aménagement d'une zone de stockage des vides (OP n° 9 du SD)	2011-05	31					31
nc	Assainissement (OP n° 10 du Schéma Directeur)	2011-06	13					13
OPQ2013003	Construction d'un quai au long cours Est	2013-07	1 000	46,3	763,7	190		1 000
	Aménagement d'une marina au quai des yachts à Papeete	2013-08	780	7,2	669,2	104	220	1 000
OPV2012003	Aménagements de surface front de mer							
OPQ2013001	Pontons et épis marina quai des yachts							
OPB2013007	Bâtiment marina quai des yachts							
nc	Construction d'un nouveau port dans la baie de Vaiare	2014-09	0	18,4*	12,1		2 900	2 900
nc	Extension de la marina de Vaiare	2014-10	0				600	600
2015/01	Extension sud de la marina Taina	2014-11	0				180	180
2015/02	Construction d'un terminal croisière	2014-12	0				600	600
	TOTAL		24 555				-2 216	22 339

* études ancienne AP 2006-31

(Montants en millions de F CFP)

NOR : ILM1402696AC

Par arrêté n° 2215 CM du 30 décembre 2014. — Est rendue exécutoire la délibération n° 7 ILM 14 du 5 décembre 2014 portant modification de la réglementation relative aux frais de déplacement des agents de l'Institut Louis-Malardé.

**DELIBERATION N° 7/ILM/14 DU 5 DECEMBRE 2014
PORTANT MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION RELATIVE
AUX FRAIS DE DEPLACEMENT DES AGENTS DE L'ILM**

Le conseil d'administration de l'Institut Louis Malardé

- VU La loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU La délibération n° 2000-114 APF du 28 septembre 2000 modifiée relative à l'Institut Louis Malardé ;
- VU La délibération n° 2011-60 APF du 13 septembre 2011 portant modification de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires ;
- VU L'arrêté n° 580/CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- VU L'arrêté n° 1834/CM du 29 décembre 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Institut Louis Malardé » ;
- VU L'arrêté n° 1338/CM du 22 septembre 2014 portant nomination de M. Pascal Ramounet en qualité de directeur général par intérim de l'Institut Louis Malardé ;
- VU L'arrêté n° 1299/CM du 3 août 2010 portant nomination de madame Aloma Rereao en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public dénommé "Institut Louis Malardé" ;
- VU La délibération n° 15/ILM/11 du 6 décembre 2011 relative à un plan de réduction des dépenses de personnel ;
- VU Le rapport du directeur général de l'Institut Louis Malardé.

En ayant délibéré en sa séance du 5 décembre 2014,

ADOpte

Article 1^{er} : L'article 4 de l'annexe à la délibération n° 15/ILM/11 du 6 décembre 2011, relative aux frais de déplacement des agents de l'ILM est modifié comme suit :

« Il est alloué à l'agent en mission une indemnité de mission forfaitaire par jour à compter de la première nuitée jusqu'à la dernière nuitée passée à l'extérieur de la Polynésie française ».

Article 2 : L'article 5 de l'annexe à la délibération n° 15/ILM/11 du 6 décembre 2011, relative aux frais de déplacement des agents de l'ILM est modifié comme suit :

« Pour une durée inférieure à 30 jours : l'indemnité de mission est égale à 20.000 FCFP par jour. Elle sera versée sur justificatif de paiement du logement par l'agent en mission. A défaut de justificatif, l'agent en mission percevra l'indemnité journalière prévue à l'article 6 qui suit.

Pour une durée égale ou supérieure à 30 jours : l'indemnité de mission est égale à 60.000 FCFP par mois au prorata des jours de mission ».

Article 3 : L'article 18 de l'annexe à la délibération n° 15/ILM/11 du 6 décembre 2011, relative aux frais de déplacement des agents de l'ILM est modifié comme suit :

« L'agent appelé à se déplacer hors de la Polynésie française, pour suivre une formation, bénéficie d'une indemnité de formation, dans les conditions suivantes :

1° *Pour une durée inférieure à 30 jours :* le montant de l'indemnité de formation est égal à celui de l'indemnité de mission, dans les mêmes conditions.

2° *Pour une durée égale ou supérieure à 30 jours :* l'indemnité de formation est égale à 60.000 FCFP par mois au prorata des jours de formation.

Article 4 : Le conseil d'administration autorise le directeur général à signer un avenant au contrat de travail de chacun des salariés de l'Institut Louis Malardé, portant application des dispositions des articles 1 à 3.

Article 5 : Le conseil d'administration autorise la présidente du conseil d'administration à signer un avenant au contrat de travail du directeur général de l'Institut Louis Malardé, portant application des dispositions des articles 1 à 3.

Article 6 : La présidente du conseil d'administration, le directeur général et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

*La présidente du conseil d'administration,
Priscille FROGIER.*

NOR : ILM1402698AC

Par arrêté n° 2216 CM du 30 décembre 2014.— Est rendue exécutoire la délibération n° 9 ILM 14 du 5 décembre 2014 approuvant un plan de départs volontaires pour certains salariés de l'Institut Louis-Malardé.

DELIBERATION N° 9/ILM/14 DU 5 DECEMBRE 2014
APPROUVANT UN PLAN DE DEPARTS VOLONTAIRES
POUR CERTAINS SALARIES DE L'INSTITUT

Le conseil d'administration de l'Institut Louis Malardé

- VU La loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU La délibération n° 95-205 AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- VU La délibération n° 2000-114 APF du 28 septembre 2000 modifiée relative à l'Institut Louis Malardé ;
- VU L'arrêté n° 580/CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- VU L'arrêté n° 1834/CM du 29 décembre 2000 modifié, relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Institut Louis Malardé" ;
- VU L'arrêté n° 1299/CM du 3 août 2010 portant nomination de mademoiselle Aloma Rereao en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public dénommé "Institut Louis Malardé" ;
- VU L'arrêté n° 1338/CM du 22 septembre 2014 portant nomination de M. Pascal Ramounet en qualité de directeur général par intérim de l'Institut Louis Malardé ;
- VU Le rapport du directeur général de l'Institut Louis Malardé.

En ayant délibéré en sa séance du 5 décembre 2014,

ADOpte

Article 1^{er} : Le plan de départs volontaires joint en annexe est approuvé dans la limite d'une enveloppe budgétaire de 10 millions FCFP.

Article 2 : Le directeur général et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

La présidente du conseil d'administration,
 Priscille FROGIER.

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 9/ILM/14 DU 5 DECEMBRE 2014
PLAN DE DEPARTS VOLONTAIRES POUR CERTAINS SALARIES DE L'ILM

Les agents des 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} catégories de l'Institut Louis Malardé qui quittent volontairement l'établissement au 31 janvier 2015 ont droit, dans l'ordre d'arrivée des demandes et dans la limite des crédits votés à cet effet à l'EPRD, à une indemnité forfaitaire de départ volontaire dont le montant est fixé à douze (12) mois de salaire brut mensuel.

Pour bénéficier de cette indemnité forfaitaire de départ volontaire, les agents doivent justifier à la date d'entrée en vigueur du présent dispositif d'une durée de service effectif de vingt (20) années à l'Institut Louis Malardé.

Le calcul de l'indemnité forfaitaire de départ volontaire s'effectue sur la base de la moyenne des salaires mensuels bruts perçus au cours des douze (12) derniers mois d'activité sur la base d'un temps plein. Pour ce calcul, ne sont pas prises en compte les majorations pour heures supplémentaires et complémentaires, les primes et les indemnités à l'exception des majorations de diplômes et de la prime d'ancienneté des agents ANFA CC5.

Les intéressés doivent formuler une demande écrite, par la voie hiérarchique, avant le 15 décembre 2014 au directeur général de l'Institut Louis Malardé qui en accuse réception. La rupture du contrat de travail intervient au 31 janvier 2015.

Les droits à congés annuels acquis doivent être épuisés en totalité avant le départ, à défaut ils sont perdus.

L'indemnité forfaitaire de départ volontaire ne se cumule avec aucune autre indemnité de même nature.

NOR : ILM1402699AC

Par arrêté n° 2217 CM du 30 décembre 2014. — Est rendue exécutoire la délibération n° 10 ILM 14 du 5 décembre 2014 portant sur la grille salariale des agents de première catégorie de l'Institut Louis-Malardé.

DELIBERATION N° 10/ILM/14 DU 5 DECEMBRE 2014 PORTANT SUR LA GRILLE SALARIALE DES AGENTS DE PREMIERE CATEGORIE

Le conseil d'administration de l'Institut Louis Malardé

- VU La loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU La délibération n° 2000-114 APF du 28 septembre 2000 modifiée relative à l'Institut Louis Malardé ;
- VU La délibération n° 2011-60 APF du 13 septembre 2011 portant modification de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires ;
- VU L'arrêté n° 580/CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- VU L'arrêté n° 1834/CM du 29 décembre 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Institut Louis Malardé » ;
- VU L'arrêté n° 1338/CM du 22 septembre 2014 portant nomination de M. Pascal Ramounet en qualité de directeur général par intérim de l'Institut Louis Malardé ;
- VU L'arrêté n° 1299/CM du 3 août 2010 portant nomination de madame Aloma Rereao en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public dénommé "Institut Louis Malardé" ;
- VU La délibération n° 15/ILM/11 du 6 décembre 2011 relative à un plan de réduction des dépenses de personnel ;
- VU Le rapport du directeur général de l'Institut Louis Malardé.

En ayant délibéré en sa séance du 5 décembre 2014,

ADOPTE

Article 1^{er} : Le conseil d'administration autorise le directeur général à proposer aux salariés concernés un avenant à leur contrat de travail portant application des dispositions ci-après annexées.

Article 2 : Le directeur général et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

La présidente du conseil d'administration,
Priscille FROGIER.

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 10/ILM/14 DU 5 DECEMBRE 2014 GRILLE SALARIALE DES AGENTS DE PREMIERE CATEGORIE

A partir de l'échelon 10, le barème des contractuels ANFA ne s'applique plus.

Le salaire applicable à l'échelon 10 est celui de l'échelon 9, hors prime à l'emploi, majoré de 1%.

Le salaire applicable à l'échelon 11 est celui de l'échelon 10, nouvellement calculé, hors prime à l'emploi, majoré de 1%.

L'avancement jusqu'au dernier échelon (11) intervient tous les 2 ans et demi.

NOR : TNA1402339AC

Par arrêté n° 2219 CM du 30 décembre 2014. — L'article 3 de l'arrêté n° 1088 CM du 23 juillet 2014 rendant exécutoire la délibération n° 41-14 CA/TNAD du 4 juillet 2014 portant approbation du compte financier de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement pour l'exercice 2013 et affectation des résultats est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de : Le résultat d'exploitation de l'exercice 2013, soit un déficit de 650 994 918 F CFP est affecté au compte 119 : Report à nouveau (solde débiteur) : 650 994 918 F CFP ;

Lire : Le résultat d'exploitation de l'exercice 2013, soit un déficit de 650 994 918 F CFP est affecté au compte 1068 : Autres réserves, résultat cumulé.

NOR : TNA1402340AC

Par arrêté n° 2220 CM du 30 décembre 2014. — Est rendue exécutoire la délibération n° 59-14 CA/TNAD du 13 novembre 2014 portant autorisation au directeur général de demander une avance de trésorerie d'un montant d'un milliard de francs CFP auprès du pays.

DELIBERATION n° 59/14/CA/TNAD du 13 novembre 2014

Portant autorisation le Directeur Général de demander une avance de trésorerie d'un montant d'un milliard de francs pacifiques auprès du Pays

Le conseil d'administration de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et Développement,

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 2002-137 APF du 24 octobre 2002 modifiée relative à l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et Développement ;
- Vu l'arrêté n° 1913/CM du 23 décembre 2013 modifié portant modification des statuts de l'établissement public à caractère industriel et commercial « Tahiti Nui Aménagement et Développement » ;
- Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire comptable financière du Territoire et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM du 5 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires du gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- Vu l'arrêté n° 506/CM du 24 mars 2014 portant nomination de M. Philippe Jean-Claude PRESTI en qualité de directeur de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD) ;
- Vu la note explicative n° 671/14/TNAD/tt du 13 octobre 2014 relative à la demande d'avance de trésorerie,
- Vu la lettre n° 672/14/TNAD/tt du 13 octobre 2014 relative à une demande de versement d'une avance de trésorerie ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 13 novembre 2014:

ADOpte

Article 1 : Le conseil approuve la demande d'avance de trésorerie effectuée auprès du pays pour couvrir ses besoins pendant une période de deux ans.

Article 2 : Les caractéristiques de l'avance de trésorerie seraient les suivantes :

- Montant : 1.000.000.000 XPF
- Echéance : 2 ans
- Taux : 4.18 %

Article 3 : Les crédits nécessaires au règlement des intérêts figureront au c/661 du budget de l'exercice budgétaire 2015.

Article 4 : Le Directeur Général et l'agent comptable de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et Développement sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
Tea FROGIER.

La présidente du conseil d'administration,
Albert SOLIA.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1086 PR du 29 décembre 2014 portant attribution d'une aide individuelle à la création artistique et littéraire au profit de Mme Brenda Tihoni pour la réalisation d'une comédie musicale intitulée "Na Maehaa - Fero no te hau".

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2013-121 APF du 4 décembre 2013 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;

Vu la délibération n° 2011-75 APF du 13 octobre 2011 portant mesure d'aide individuelle à la création artistique et littéraire ;

Vu l'arrêté n° 151 CM du 26 janvier 2012 modifié relatif aux modalités d'application de la délibération n° 2011-75 APF du 13 octobre 2011 portant mesure d'aide individuelle à la création artistique et littéraire ;

Vu l'arrêté n° 703 PR du 24 juillet 2012 portant désignation des membres du conseil des arts et des lettres nommés à raison de leurs compétences dans l'une des disciplines concernées par le dispositif d'aide individuelle à la création artistique et littéraire ;

Vu l'arrêté n° 93 PR du 28 février 2013 portant désignation des suppléants des membres du conseil des arts et des lettres nommés à raison de leurs compétences dans l'une des disciplines concernées par le dispositif d'aide individuelle à la création artistique et littéraire ;

Vu l'avis du conseil d'art et des lettres en date du 5 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un million deux cent mille francs CFP (1 200 000 F CFP) en faveur de Mme Brenda Tihoni pour la réalisation d'une comédie musicale intitulée "Na Maehaa - Fero no te hau".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96801, article 6518, centre de travail 750-F.

Art. 3.— Conformément aux articles 26 et 29 de la délibération n° 2011-75 APF du 13 octobre 2011 susvisée, l'aide financière sera versée sur le compte de Mme Brenda Tihoni selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit *six cent mille francs CFP* (600 000 F CFP), au plus tôt à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- un versement de 30 %, soit *trois cent soixante mille francs CFP* (360 000 F CFP) à la production des pièces justificatives et du compte d'emploi des crédits correspondant à l'avance ;
- le solde de 20 %, soit *deux cent quarante mille francs CFP* (240 000 F CFP) sur présentation d'un rapport d'utilisation, d'un bilan financier détaillé dans les trois mois suivant la réalisation du projet, ainsi qu'un exemplaire de l'œuvre présenté sous forme audiovisuelle, sur tout support existant ou à venir.

Art. 4.— A défaut de présentation des justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de l'aide financière, voire d'utilisation non conforme à l'objet de l'aide, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie des sommes perçues.

Ar. 5.— Conformément à l'article 30 de la délibération n° 2011-75 APF du 13 octobre 2011 susvisée, tout bénéficiaire d'une aide financière doit en faire mention. Cette mention de reconnaissance doit être proportionnellement aussi importante que celle qui est faite de l'aide similaire reçue d'entreprises ou d'autres commanditaires ou donateurs.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Brenda Tihoni et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur,
de la promotion des langues,
de la culture et de la communication,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 1090 PR du 30 décembre 2014 portant désignation des membres de la commission de l'Observatoire de l'économie numérique (ODEN).

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 724 CM du 5 mai 2014 modifié relatif à la création d'une commission intitulée "Observatoire de l'économie numérique",

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 3.4 de l'arrêté n° 724 CM du 5 mai 2014 modifié susvisé, sont désignés en qualité de membre des 4 sous-commissions suivantes de l'Observatoire de l'économie numérique :

1 - *Think Tank "Accès au numérique et usages"* :

- Mme Nathalie Montelle ;
- M. Frédéric Dock ;
- M. Jean-Michel Vergier ;
- M. Philippe Roussel ;
- M. Thierry Manaarii Lehartel ;
- M. Emmanuel Schneider ;
- M. Teraipiti Isabel-Ceran ;
- M. Emmanuel Sztjnberg-Martin ;
- Mme Véronique Ampournales ;
- M. Fabrice Fauchon.

2 - *Think Tank "Développement des contenus et des entreprises"* :

- M. Gaspard Toscan du Plantier ;
- M. Marc Chapman ;
- M. Vincent Fabre ;
- M. Nelson Liao ;
- M. Yves Rouault ;
- M. Hugues Cochard ;
- M. Raphaël Reiter ;
- M. François Paul-Pont ;
- M. Emmanuel Liparo ;
- M. Yann Guitton.

3 - *Think Tank "Infrastructures et compétences"* :

- M. Frank Marchand ;
- M. François Pillonneau ;
- M. Bernard Foray ;
- M. Patrick Moux ;
- M. Paul Dugue ;
- M. Nicolas Beaufort ;
- M. Olivier Kressmann ;
- Mme Laura Deso ;
- M. Alexandre Chodsko ;
- M. Fabrice Bonicel.

4 - *Think Tank "e-services publics"* :

- M. Gilles Lorphelin ;
- M. Moana Badie ;
- M. Patrick Le Guyader ;
- Mme Léna Marchal ;
- M. Jean-Louis Garry ;
- M. Manuel Schneider ;
- M. Tehina Thuret ;
- M. Michaël Toromona ;
- Mme Anne-Victoria Letort ;
- M. Francis Pezet.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 1091 PR du 31 décembre 2014 portant octroi d'une aide financière à Mme Françoise Chin Foo épouse Henry.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2013-121 APF du 4 décembre 2013 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;

Vu la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté n° 1040 CM du 29 juillet 2013 portant application de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 9 septembre 2013 ;

Vu le relevé de conclusion n° 4505 SDR/MAA du 9 décembre 2013 de la commission d'attribution des aides,

Arrête :

Article 1er.— Une aide d'un montant de *six millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille huit cent vingt-deux francs CFP* (6 585 822 F CFP) est attribuée à Mme Françoise Chin Foo épouse Henry pour la réalisation d'un local de stockage et de transformation des fruits et légumes bio (aide type II de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013). Mme Françoise Chin Foo épouse Henry, née le 2 août 1960 à Papeete, est exploitante agricole à Afaahiti, Taïarapu-Est, carte professionnelle CAPL n° 15005.

Le taux d'aide correspond à 31 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après. L'aide est plafonnée à 10 000 000 F CFP par bénéficiaire et par période de 24 mois et à 80 % du montant des dépenses éligibles, incitations fiscales incluses.

Dépenses éligibles : 21 244 586 F CFP ;
Aide : 6 585 822 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, chapitre 905, article 204, AP n° 85-2013, AE n° 316-2013.

Art. 3.— L'aide est versée en une fois, sur le compte ouvert par Mme Françoise Chin Foo épouse Henry mentionné à l'article 1er du présent arrêté, après réalisation de l'opération, justification et validation par le service du développement rural de la conformité de ses caractéristiques avec celles présentées dans le dossier de demande d'aide.

Art. 4.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la décision attributive, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, l'autorité compétente constate la caducité de sa décision et en informe le bénéficiaire. Sur demande du bénéficiaire, cette autorité peut proroger, avant l'expiration du délai de caducité précité d'un an, la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6.— Mme Françoise Chin Foo épouse Henry s'engage à laisser libre accès au service du développement rural pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date de réception du dossier de demande d'aide, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 7.— Le Président de la Polynésie française peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre du développement des activités du secteur primaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 1092 PR du 31 décembre 2014 accordant une dérogation exceptionnelle à l'article 62, IV-B de l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun au GIE Terehau.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun ;

Vu la convention n° 12881 du 29 octobre 2001 conclue entre le Président du gouvernement de la Polynésie française et la présidente du conseil d'administration du GIE Terehau pour le transport par voie terrestre des élèves résidant à Patio, Hipu, Faaaha et Haamene entre leur domicile et leur établissement scolaire d'accueil à raison d'un aller-retour par journée de classe prévue au calendrier scolaire ;

Vu la demande du président des GIE Terehau et Tiamahana en date du 19 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1786 MEE du 16 décembre 2014 relative à la mise aux normes des trucks,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 62, V de l'arrêté n° 2619 CM du 2 septembre 2011 modifié, une dérogation aux obligations prévues au IV-B de cet article est accordée à titre exceptionnel aux trucks du GIE Terehau, affectés au transport scolaire de l'île de Taha'a et dont la liste suit : 35 739 P, 48 817 P, 56 188 P, 95 748 P, 111 644 P, 113 759 P et 119 589 P.

Art. 2.— Cette dérogation prend effet à compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2016 et ne peut être renouvelée après cette date.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur,
de la promotion des langues,
de la culture et de la communication,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 1093 PR du 31 décembre 2014 accordant une dérogation exceptionnelle à l'article 62, IV-B de l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun au GIE Tiamahana.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun ;

Vu la convention n° 13066 du 12 novembre 2001 conclue entre le Président du gouvernement de la Polynésie française et la présidente du conseil d'administration du GIE Tiamahana pour le transport par voie terrestre des élèves résidant à Tiva, Tapuamu, Pouturu et Vaitoare entre leur domicile et leur établissement scolaire d'accueil à raison d'un aller-retour par journée de classe prévue au calendrier scolaire ;

Vu la demande du président des GIE Terehau et Tiamahana en date du 19 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1786 MEE du 16 décembre 2014 relative à la mise aux normes des trucks,

Arrête :

Article 1er. — Conformément à l'article 62, V de l'arrêté n° 2619 CM du 2 septembre 2011 modifié, une dérogation aux obligations prévues au IV-B de cet article est accordée à titre exceptionnel aux trucks du GIE Tiamahana, affectés au transport scolaire de l'île de Taha'a et dont la liste suit : 36 127 P, 40 248 P, 40 931 P, 61 810 P, 106 058 P et 122 548 P.

Art. 2. — Cette dérogation prend effet à compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2016 et ne peut être renouvelée après cette date.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur,
de la promotion des langues,
de la culture et de la communication,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

**MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DU TOURISME ET DES TRANSPORTS
AERIENS INTERNATIONAUX,
DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE
ET DES ENTREPRISES**

ARRETE n° 11330 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant extension de 33 marques renouvelées par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1, dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-45 du 7 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.*

**DECISIONS D'EXTENSION PAR LA POLYNÉSIE FRANÇAISE DE 33
MARQUES FRANÇAISES DANS LE CADRE DE LEUR
RENOUVELLEMENT**

BOPI n° 2014-45 du 07/11/2014

Date de la déclaration de renouvellement : 4 SEPTEMBRE 2014
Déclarant : ALLEGION (UK) LIMITED, société de droit britannique dite " Limited ", Bescot Crescent, WALSALL, WEST MIDLANDS WS1 4DL, Royaume-Uni
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 625 514 - 630 071
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 267 333
Marque française
Signe concerné : DOR-O-MATIC
Date du dépôt : 30 MARS 1984
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/27
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 SEPTEMBRE 2014
Déclarant : HUUTAMAKI FINANCE B.V., société de droit néerlandais, 102 Jupiterstraat, 2132 HE HOOFFDORP, Pays-Bas
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 283 320
Marque française
Signe concerné : GOOD and PLENTY (semi-figurative)
Date du dépôt : 5 SEPTEMBRE 1984
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/24
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2014
Déclarant : GROUPE CANAL +, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
No SIREN : 420 624 777
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 621 532
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CLAIRMONT AVOCATS, 9 rue Pierre le Grand, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 94 507 238
Marque française
Signe concerné : CANAL PLUS (semi-figurative)
Date du dépôt : 18 FÉVRIER 1994
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/18
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2014

Déclarant : GROUPE CANAL +, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
No SIREN : 420 624 777
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 621 532
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CLAIRMONT AVOCATS, 9 rue Pierre le Grand, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 94 507 239
Marque française
Signe concerné : KANAL PLUS
Date du dépôt : 18 FÉVRIER 1994
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/18
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AOÛT 2014
Déclarant : Visa International Service Association, société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 900 Metro Center Boulevard, 94404 FOSTER CITY, California, USA
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet William James KOPACZ, Avocat à la Cour, 129, boulevard Saint-germain, 75006 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 94 531 394
Marque française
Signe concerné : PLUS
Date du dépôt : 2 AOÛT 1994
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/22
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
Déclarant : ADOBE SYSTEMS INCORPORATED, Société organisée sous les lois de l'Etat de Delaware, 345 Park Avenue, SAN JOSE, CALIFORNIE 95110, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELAS CASALONGA, Mme DIMIDJIAN-LECOMTE Karina, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 94 532 912
Marque française
Signe concerné : AFTER EFFECTS
Date du dépôt : 16 AOÛT 1994
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/21
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
Déclarant : ROXANE NORD, Société par actions simplifiée, 29 bis rue de la Pannerie, 59840 PERENCHIES
No SIREN : 382 903 490
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIÉS, Mme PUSEL Marie, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 534 362
 Marque française
 Signe concerné : ISABELLE EAU DE SOURCE DES MONTAGNES NOIRES (semi-figurative)
 Date du dépôt : 26 AOÛT 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/16
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 SEPTEMBRE 2014
 Déclarant : METRO-GOLDWYN-MAYER STUDIOS INC., Société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 245 N. Beverly Drive, Beverly Hills, CALIFORNIA 90210-5317, ETATS-UNIS D'AMERIQUE
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 Boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 94 536 503
 Marque française
 Signe concerné : STARGATE
 Date du dépôt : 19 SEPTEMBRE 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/47
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3, 9, 14, 16, 18, 20, 21, 25, 26, 28, 34, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 SEPTEMBRE 2014
 Déclarant : PRINCESS CRUISE LINES, LTD., Société organisée selon des lois des Bermudes, Par la Ville Place, 14 Par la Ville Road, HAMILTON HM JX, Bermudes
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 405 100
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc Roger, 58 Avenue Marceau, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 94 540 732
 Marque française
 Signe concerné : CROWN PRINCESS
 Date du dépôt : 18 OCTOBRE 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/11
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 SEPTEMBRE 2014
 Déclarant : PRINCESS CRUISE LINES, LTD., Société organisée selon des lois des Bermudes, Par la Ville Place, 14 Par la Ville Road, HAMILTON HM JX, Bermudes
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 405 100
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc Roger, 58 Avenue Marceau, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 94 540 733
 Marque française

Signe concerné : REGAL PRINCESS
 Date du dépôt : 18 OCTOBRE 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 SEPTEMBRE 2014
 Déclarant : PRINCESS CRUISE LINES, LTD., Société organisée selon des lois des Bermudes, Par la Ville Place, 14 Par la Ville Road, HAMILTON HM JX, Bermudes
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc Roger, 58 Avenue Marceau, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 94 540 734
 Marque française
 Signe concerné : STAR PRINCESS
 Date du dépôt : 18 OCTOBRE 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/11
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
 Déclarant : AOSTE, Société en nom collectif, Hameau de Saint Didier, R.D. 592, 38490 AOSTE
 No SIREN : 388 818 726
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 94 542 175
 Marque française
 Signe concerné : ATELIER FRAICHEUR
 Date du dépôt : 21 OCTOBRE 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/52
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
 Déclarant : AOSTE, Société en nom collectif, Hameau de Saint Didier, R.D. 592, 38490 AOSTE
 No SIREN : 388 818 726
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 94 542 176
 Marque française
 Signe concerné : COUPE SERVICE
 Date du dépôt : 21 OCTOBRE 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/52
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014

Déclarant : AOSTE, Société en nom collectif, Hameau de Saint Didier – R.D. 592, 38490 AOSTE
No SIREN : 388 818 726

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 542 178
Marque française

Signe concerné : AOSTE SERVICE FRAICHEUR

Date du dépôt : 21 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/52

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014

Déclarant : AOSTE, Société en nom collectif, Hameau de Saint Didier, R.D. 592, 38490 AOSTE

No SIREN : 388 818 726

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 542 179

Marque française

Signe concerné : ESPACE AOSTE

Date du dépôt : 21 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/52

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : PRINCESS CRUISE LINES, LTD., Société organisée selon les lois des Bermudes, Par la Ville Place, 14 Par la Ville Road, HAMILTON HM JX, Bermudes

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 405 100

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc Roger, 58 Avenue Marceau, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 542 558

Marque française

Signe concerné : PRINCESS CRUISES

Date du dépôt : 28 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12, 25, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : PRINCESS CRUISE LINES, LTD., Société organisée selon les lois des Bermudes, Par la Ville Place, 14 Par la Ville Road, HAMILTON HM JX, Bermudes

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc Roger, 58 Avenue Marceau, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 542 559

Marque française

Signe concerné : PRINCESS

Date du dépôt : 28 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12, 25, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : PRINCESS CRUISE LINES, LTD., Société organisée selon les lois des Bermudes, Par la Ville Place, 14 Par la Ville Road, HAMILTON HM JX, Bermudes

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 405 100

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc Roger, 58 Avenue Marceau, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 542 560

Marque française

Signe concerné : (Figurative)

Date du dépôt : 28 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12, 25, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : Société Jas Hennessy & Co., société en commandite simple, Rue de la Richonne, 16100 COGNAC

No SIREN : 905 620 035

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1 rue Paul Baudry, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 544 182

Marque française

Signe concerné : HENNESSY

Date du dépôt : 10 NOVEMBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 15, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : LABORATOIRE FRANCAIS DU FRACTIONNEMENT ET DES BIOTECHNOLOGIES, Société anonyme, 3 Avenue des Tropiques, 91940 LES ULIS

No SIREN : 180 036 147

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, M. HIRSCH Marc Roger, 58 Avenue Marceau, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 545 433

Marque française

Signe concerné : GAMMATETANOS

Date du dépôt : 21 NOVEMBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/18

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 10, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
Déclarant : SEC SNC, Société en nom collectif, 523, cours du 3ème Millénaire, 69800 SAINT-PRIEST
No SIREN : 448 905 331
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 480 500
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 94 545 549
Marque française
Signe concerné : LE BATON DE BERGER A CROQUER
Date du dépôt : 16 NOVEMBRE 1994
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/52
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
Déclarant : SALAISONS MORONI SA, Société Anonyme, ZA de L'Hermet, 81380 LESCURE-D'ALBIGEOIS
No SIREN : 395 299 100
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 323 456
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 94 547 061
Marque française
Signe concerné : BOLERO
Date du dépôt : 8 NOVEMBRE 1994
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/37
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
Déclarant : SALAISONS MORONI SA, Société Anonyme, ZA de L'Hermet, 81380 LESCURE-D'ALBIGEOIS
No SIREN : 395 299 100
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 323 456
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 94 550 568
Marque française
Signe concerné : BODEGA
Date du dépôt : 14 DÉCEMBRE 1994
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/37
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
Déclarant : SALAISONS MORONI SA, Société Anonyme, ZA de

L'Hermet, 81380 LESCURE-D'ALBIGEOIS
No SIREN : 395 299 100
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 323 456
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 94 550 569
Marque française
Signe concerné : FUEGO
Date du dépôt : 14 DÉCEMBRE 1994
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/36
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
Déclarant : FH ORTHOPEDICS, Société par Actions Simplifiée, Zone Artisanale de Mulhouse-Heimsbrunn, 3 rue de la Forêt, 68990 HEIMSBRUNN
No SIREN : 313 620 916
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 04 3 308 891
Marque française
Signe concerné : BE POD
Date du dépôt : 17 AOÛT 2004
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/03
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 10, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 SEPTEMBRE 2014
Déclarant : BIOFARMA, Société par actions simplifiée, 50 rue Carnot, 92284 SURESNES cedex
No SIREN : 542 072 459
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BIOFARMA, 50 rue Carnot, 92284 SURESNES cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 04 3 318 960
Marque française
Signe concerné : VALDOXAN DECOUVERTE DE LA RECHERCHE SERVIER (semi-figurative)
Date du dépôt : 18 OCTOBRE 2004
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/12
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
Déclarant : AOSTE, Société en nom collectif, Hameau de Saint Didier, R.D. 592, 38490 AOSTE
No SIREN : 388 818 726
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 04 3 325 426
Marque française
Signe concerné : SAVEUR DU JOUR

Date du dépôt : 23 NOVEMBRE 2004
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/17
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 AOÛT 2014
 Déclarant : AOSTE, Société en nom collectif, Hameau de Saint Didier, R.D. 592, 38490 AOSTE
 No SIREN : 388 818 726
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 328 263
 Marque française
 Signe concerné : DELISTORE
 Date du dépôt : 7 DÉCEMBRE 2004
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/19
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29, 30, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AOÛT 2014
 Déclarant : EDITIONS DIPA BURDA, SAS, 26 avenue de l'Europe, 67300 SCHILTIGHEIM
 No SIREN : 678 501 511
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET D'AVOCATS CREHANGE, M. CREHANGE Pascal, 6 quai Kléber, 67000 STRASBOURG.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 331 589
 Marque française
 Signe concerné : BURDA JARDIN FACILE (Semi-figurative)
 Date du dépôt : 24 DÉCEMBRE 2004
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/22
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AOÛT 2014
 Déclarant : EDITIONS DIPA BURDA, SAS, 26 avenue de l'Europe, 67300 SCHILTIGHEIM
 No SIREN : 678 501 511
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET D'AVOCATS CREHANGE, M. CREHANGE Pascal, 6 quai Kléber, 67000 STRASBOURG.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 331 591
 Marque française
 Signe concerné : JARDIN FACILE (Semi-figurative)
 Date du dépôt : 24 DÉCEMBRE 2004
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/22
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AOÛT 2014
 Déclarant : EDITIONS DIPA BURDA, SAS, 26 avenue de l'Europe, 67300 SCHILTIGHEIM
 No SIREN : 678 501 511
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET D'AVOCATS CREHANGE, M. CREHANGE Pascal, 6 quai Kléber, 67000 STRASBOURG.

Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 331 592
 Marque française
 Signe concerné : burda DECORATION de rêve Les plus Intérieurs
 vus par MAISON & JARDIN PASSION (semi-figurative)
 Date du dépôt : 24 DÉCEMBRE 2004
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/22
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AOÛT 2014
 Déclarant : EDITIONS DIPA BURDA, SAS, 26 avenue de l'Europe, 67300 SCHILTIGHEIM
 No SIREN : 678 501 511
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET D'AVOCATS CREHANGE, M. CREHANGE Pascal, 6 quai Kléber, 67000 STRASBOURG.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 331 593
 Marque française
 Signe concerné : décoration de rêve les plus beaux intérieurs
 vus par MAISON & JARDIN Passion (semi-figurative)
 Date du dépôt : 24 DÉCEMBRE 2004
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/22
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 MARS 2014
 Déclarant : FAGOR IRELAND LIMITED, société de droit Irlandais, Universal House, SHANNON, CO. CLARE, Irlande
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET NUSS, 10 rue Jacques Kablé, 67080 STRASBOURG CEDEX.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 266 210
 Marque française
 Signe concerné : DE DIETRICH
 Date du dépôt : 22 MARS 1984
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/19
 Portée du renouvellement
 Renouvellement limité aux produits et services suivants :
 Tôles à revêtement émail, robinetterie en métal, limités à ce qui entre dans la fabrication des ustensiles de cuisine électriques, des calorifères, des installations et appareils de cuisson, de congélation, de réfrigération, de distribution d'eau (limités à éviers), des installations sanitaires (limités à éviers, broyeurs pour ordures ménagères), des appareils de lavage (limités à lavage du linge et de la vaisselle). Machines, moteurs, limités à ce qui entre dans la fabrication des ustensiles de cuisine électriques, des calorifères, des installations et appareils de cuisson, de congélation, de réfrigération, de distribution d'eau (limités à éviers), installations sanitaires, (limités à éviers, broyeurs pour ordures ménagères), des appareils de lavage (limités à lavage du linge et de la vaisselle). Ustensiles de

cuisine électriques, calorifères, installations et appareils de cuisson, de congélation, de réfrigération, de distribution d'eau (limités à éviers), installations sanitaires, (limités à éviers, broyeurs pour ordures ménagères). Appareils de lavage (limités à lavage du linge et de la vaisselle). Services d'entretien, de réparation, après-vente de tous ces appareils, articles et installations.
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 6, 7, 11, 37.

DECISION n° 11331 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3316939.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3316939 publiée au BOPI n° 2014-45 du 7 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le modèle susvisé ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3316939 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 11332 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3315289.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3315589 publiée au BOPI n° 2014-45 du 7 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le modèle susvisé ;

Considérant que la prorogation de ce modèle ne peut donc être étendue en Polynésie française,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3315289 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 11333 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3337986.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3337986 publiée au BOPI n° 2014-45 du 7 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le modèle susvisé ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3337986 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 11334 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3324442.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance

économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3324442 publiée au BOPI n° 2014-45 du 7 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le modèle susvisé ;

Considérant que la prorogation de ce modèle ne peut donc être étendue en Polynésie française,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3324442 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 11335 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant
rejet de la requête en extension du renouvellement de la
marque n° 94535491.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 94535491 publiée au BOPI n° 2014-45 du 7 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le modèle susvisé ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 94535491 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 11336 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant
rejet de la requête en extension du renouvellement de la
marque n° 3317425.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3317425 publiée au BOPI n° 2014-45 du 7 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le modèle susvisé ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3317425 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 11337 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant
rejet des requêtes en extension des renouvellements
des marques n° 94540866, n° 94540867 et n° 94540868.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 94540866, n° 94540867 et n° 94540868 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-45 du 7 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 94540866, n° 94540867 et n° 94540868 sont rejetées.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

ARRETE n° 11351 MRE/DAE du 29 décembre 2014 portant reconnaissance de certains titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE CERTAINS TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI					
Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Date du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
LIENARD MARIE-LAURE	MODELE	095813	26/11/2009	03/09/2010	2010-18
MAYAUD CHRISTOPHE	MODELE	096126	15/12/2009	04/01/2013	2013-01
ACTIAN CORPORATION	MARQUE	1293724	27/12/1984	26/11/2004	2004-48
ASICS CORPORATION	MARQUE	1401533	01/04/1987	15/02/2008	2008-07
ASICS CORPORATION	MARQUE	1709058	29/11/1991	16/12/2011	2011-50
ASICS CORPORATION	MARQUE	92445787	11/12/1992	18/01/2013	2013-03
ASICS CORPORATION	MARQUE	1236669	02/03/1983	18/01/2013	2013-03
BNP PARIBAS	MARQUE	1289147	09/11/1984	24/12/2004	2004-52
BOUCHERON HOLDING	MARQUE	3879360	06/12/2011	14/11/2014	2014-46
BOUCHERON HOLDING	MARQUE	3879369	06/12/2011	14/11/2014	2014-46
BP FRANCE	MARQUE	1289830	16/11/1984	11/03/2005	2005-10
BP FRANCE	MARQUE	1293392	21/12/1984	11/03/2005	2005-10
BP FRANCE	MARQUE	1293393	21/12/1984	11/03/2005	2005-10
BURALOG	MARQUE	3445606	10/08/2006	12/01/2007	2007-02
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	3333347	05/01/2005	10/06/2005	2005-23
CASTEL FRERES	MARQUE	1291627	05/12/1984	17/12/2004	2004-51
CELIO FRANCE	MARQUE	3548864	14/01/2008	20/06/2008	2008-25
CELIO FRANCE	MARQUE	3251370	15/10/2003	19/07/2013	2013-29
CELIO FRANCE	MARQUE	3246222	12/09/2003	19/07/2013	2013-29
CELIO FRANCE	MARQUE	3447730	30/08/2006	02/02/2007	2007-05
CELIO FRANCE	MARQUE	3251367	15/10/2003	19/07/2013	2013-29
CELIO FRANCE	MARQUE	3251368	15/10/2003	19/07/2013	2013-29
CELIO FRANCE	MARQUE	3326543	29/11/2004	06/05/2005	2005-18
CELIO FRANCE	MARQUE	3251369	15/10/2003	19/07/2013	2013-29
CELIO FRANCE	MARQUE	3471338	22/12/2006	25/05/2007	2007-21
CELIO FRANCE	MARQUE	3609339	04/11/2008	10/04/2009	2009-15
CELIO FRANCE	MARQUE	1584844	12/11/1987	25/07/2008	2008-30
CELIO FRANCE	MARQUE	3789415	10/12/2010	08/04/2011	2011-14
CELIO FRANCE	MARQUE	98745437	07/08/1998	17/10/2008	2008-42
CELIO FRANCE	MARQUE	99810783	06/09/1999	06/11/2009	2009-45
CELIO FRANCE	MARQUE	1440969	12/11/1987	25/07/2008	2008-30
CELIO FRANCE	MARQUE	94501376	13/01/1994	28/02/2014	2014-09
CELIO FRANCE	MARQUE	3811586	04/03/2011	24/06/2011	2011-25
CELIO FRANCE	MARQUE	3222311	24/04/2003	03/05/2013	2013-18
CELIO FRANCE	MARQUE	99810780	06/09/1999	06/11/2009	2009-45
CELIO FRANCE	MARQUE	3803250	03/02/2011	27/05/2011	2011-21
CELIO FRANCE	MARQUE	3471041	21/12/2006	25/05/2007	2007-21
CELIO FRANCE	MARQUE	3471040	21/12/2006	25/05/2007	2007-21
CELIO FRANCE	MARQUE	3471039	21/12/2006	25/05/2007	2007-21
CELIO FRANCE	MARQUE	96639735	28/08/1996	17/08/2007	2007-33
CELIO FRANCE	MARQUE	3484871	28/02/2007	03/08/2007	2007-31
CELIO FRANCE	MARQUE	3484873	28/02/2007	03/08/2007	2007-31
CELIO FRANCE	MARQUE	3611650	17/11/2008	24/04/2009	2009-17
CELIO FRANCE	MARQUE	97699105	13/10/1997	18/07/2008	2008-29
CELIO FRANCE	MARQUE	3611649	17/11/2008	24/04/2009	2009-17
CELIO FRANCE	MARQUE	3335296	17/01/2005	24/06/2005	2005-25
CELIO FRANCE	MARQUE	3740044	21/05/2010	15/10/2010	2010-41
CELIO FRANCE	MARQUE	4037486	04/10/2013	24/01/2014	2014-04
CELIO FRANCE	MARQUE	3093716	05/04/2001	10/06/2011	2011-23
CELIO FRANCE	MARQUE	3589071	18/07/2008	26/12/2008	2008-52
CELIO FRANCE	MARQUE	97699106	13/10/1997	18/07/2008	2008-29
CELIO FRANCE	MARQUE	96643408	27/09/1996	07/09/2007	2007-36
CELIO FRANCE	MARQUE	3922563	25/05/2012	21/09/2012	2012-38
CELIO FRANCE	MARQUE	96646517	17/10/1996	05/10/2007	2007-40
CELIO FRANCE	MARQUE	97674039	17/04/1997	16/05/2008	2008-20
CELIO FRANCE	MARQUE	3548862	14/01/2008	20/06/2008	2008-25
CELIO FRANCE	MARQUE	3920595	16/05/2012	07/09/2012	2012-36
CELIO FRANCE	MARQUE	3573379	30/04/2008	03/10/2008	2008-40
CELIO FRANCE	MARQUE	95583397	02/08/1995	24/03/2006	2006-12
CELIO FRANCE	MARQUE	3251905	17/10/2003	19/07/2013	2013-29
CELIO FRANCE	MARQUE	3350609	04/04/2005	09/09/2005	2005-36
CELIO FRANCE	MARQUE	3558324	25/02/2008	01/08/2008	2008-31
CELIO FRANCE	MARQUE	3558322	25/02/2008	01/08/2008	2008-31
CELIO FRANCE	MARQUE	96639734	28/08/1996	17/08/2007	2007-33
CELIO FRANCE	MARQUE	3548865	14/01/2008	20/06/2008	2008-25
CELIO FRANCE	MARQUE	3564309	21/03/2008	22/08/2008	2008-34
CELIO FRANCE	MARQUE	3548863	14/01/2008	20/06/2008	2008-25
CELIO FRANCE	MARQUE	3447734	30/08/2006	02/02/2007	2007-05
CELIO FRANCE	MARQUE	3447733	30/08/2006	02/02/2007	2007-05
CELIO FRANCE	MARQUE	3447731	30/08/2006	03/08/2007	2007-31
CELIO FRANCE	MARQUE	3339129	04/02/2005	08/07/2005	2005-27
CELIO FRANCE	MARQUE	3472824	04/01/2007	11/07/2008	2008-28
CELIO FRANCE	MARQUE	3251371	15/10/2003	19/07/2013	2013-29
CELIO FRANCE	MARQUE	93470516	03/06/1993	03/05/2013	2013-18
CELIO FRANCE	MARQUE	3471042	21/12/2006	25/05/2007	2007-21
CELIO FRANCE	MARQUE	3471043	21/12/2006	25/05/2007	2007-21

Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété Industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Date du BOP ayant publié l'acte objet de la reconnaissance	Numéro du BOP ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
CELIO FRANCE	MARQUE	3528569	03/10/2007	07/03/2008	2008-10
CELIO FRANCE	MARQUE	3322573	08/11/2004	15/04/2005	2005-15
CHÂTEAU LA GARDE	MARQUE	97661787	03/02/1997	25/01/2008	2008-04
COFCO CORPORATION	MARQUE	1258241	17/10/1983	19/07/2013	2013-29
COFCO CORPORATION	MARQUE	1258242	17/10/1983	19/07/2013	2013-29
COFCO CORPORATION	MARQUE	1260235	10/02/1984	14/03/2014	2014-11
COFCO CORPORATION	MARQUE	1387151	31/12/1986	31/08/2007	2007-35
COMPAGNIE DES VINS DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE DOURTHE-KRESSMANN	MARQUE	3350576	04/04/2005	09/09/2005	2005-36
COMPAGNIE DES VINS DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE DOURTHE-KRESSMANN	MARQUE	98765953	23/12/1998	20/03/2009	2009-12
COMPAGNIE DES VINS DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE DOURTHE-KRESSMANN	MARQUE	1456716	22/03/1988	29/08/2008	2008-35
COMPAGNIE DES VINS DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE DOURTHE-KRESSMANN	MARQUE	1219949	26/11/1982	17/08/2012	2012-33
CONFEDERATION DES CHAMBRES SYNDICALES DEPARTEMENTALES DES DEBITANTS DE TABAC DE FRANCE	MARQUE	3372029	25/07/2005	30/12/2005	2005-52
CONFEDERATION DES DEBITANTS DE TABAC DE FRANCE	MARQUE	3357825	09/05/2005	14/10/2005	2005-41
CONFEDERATION DES DEBITANTS DE TABAC DE FRANCE	MARQUE	3334969	14/01/2005	17/06/2005	2005-24
COULEURS DE TOLLENS	MARQUE	1298267	06/02/1985	13/05/2005	2005-19
DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE	MARQUE	94515947	18/04/1994	09/07/2004	2004-28
DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE	MARQUE	94518325	02/05/1994	25/06/2004	2004-26
DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE	MARQUE	94515948	18/04/1994	09/07/2004	2004-28
DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE	MARQUE	94520457	17/05/1994	25/06/2004	2004-26
DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE	MARQUE	94520456	17/05/1994	25/06/2004	2004-26
DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE LUCE	MARQUE	1709636	04/12/1991	13/01/2012	2012-02
E. REMY MARTIN & CO	MARQUE	3335012	14/01/2005	17/06/2005	2005-24
ECONOCOM	MARQUE	3355868	27/04/2005	28/10/2005	2005-43
ECONOCOM LOCATION	MARQUE	95570160	03/05/1995	22/01/2010	2010-03
ECONOCOM LOCATION	MARQUE	99827175	06/12/1999	22/01/2010	2010-03
EDITIONS RAVENSBURGER	MARQUE	94550958	22/12/1994	03/12/2004	2004-49
ETABLISSEMENTS ALPA	MARQUE	1289410	13/11/1984	31/12/2004	2004-53
FLAURAUD PIERRE-JEAN	MARQUE	94537167	19/09/1994	20/08/2004	2004-34
FROMAGERIES PAPILLON	MARQUE	3326852	30/11/2004	06/05/2005	2005-18
GENIN-MUCHERY GUY	MARQUE	3330867	14/12/2004	27/05/2005	2005-21
GROUPE CANAL +	MARQUE	1326666	10/01/1985	29/04/2005	2005-17
GROUPE CANAL +	MARQUE	1326663	10/01/1985	29/04/2005	2005-17
GROUPE CANAL +	MARQUE	3337595	28/01/2005	02/09/2005	2005-35
GROUPE GO SPORT	MARQUE	3314044	22/09/2004	25/02/2005	2005-08
HAYWARD INDUSTRIES INC	MARQUE	3351794	08/04/2005	16/09/2005	2005-37
HAYWARD INDUSTRIES INC	MARQUE	3351797	08/04/2005	16/09/2005	2005-37
HOLDING SOPREMA	MARQUE	95589807	26/04/1995	06/10/2006	2006-40
HSE	MARQUE	3337155	27/01/2005	01/07/2005	2005-26
INTERSPORT FRANCE	MARQUE	1289829	16/11/1984	08/10/2004	2004-41
KENZO	MARQUE	94551515	29/12/1994	01/04/2005	2005-13
KLAXCAR FRANCE	MARQUE	3523109	07/09/2007	08/02/2008	2008-06
LA CHABLISIENNE	MARQUE	3531980	19/10/2007	28/03/2008	2008-13
LE LOSANGE	MARQUE	1469875	07/06/1988	01/08/2008	2008-31
LE LOSANGE	MARQUE	3649932	12/05/2009	16/10/2009	2009-42
LE LOSANGE	MARQUE	3516295	26/07/2007	28/12/2007	2007-52
LE LOSANGE	MARQUE	3629688	13/02/2009	07/08/2009	2009-32
LESAFFRE ET COMPAGNIE	MARQUE	3327389	02/12/2004	06/05/2005	2005-18
LEVIAN CORP.	MARQUE	94550207	20/12/1994	28/01/2005	2005-04
MARUJIN HOLDINGS COMPANY, LIMITED	MARQUE	3991932	21/03/2013	12/07/2013	2013-28
MARUJIN HOLDINGS COMPANY, LIMITED	MARQUE	3977340	25/01/2013	19/07/2013	2013-29
MARUJIN HOLDINGS COMPANY, LIMITED	MARQUE	3991922	21/03/2013	12/07/2013	2013-28
MERCK KGAA	MARQUE	97674481	21/04/1997	28/03/2008	2008-13
MERSEN	MARQUE	3690074	09/11/2009	11/06/2010	2010-23
MERSEN	MARQUE	3709213	01/02/2010	24/12/2010	2010-51
NAGELEISEN LAURENT	MARQUE	3724190	24/03/2010	17/09/2010	2010-37
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE	MARQUE	1290265	20/11/1984	04/02/2005	2005-05
RESIDE ETUDES S.A.	MARQUE	3480037	07/02/2007	13/07/2007	2007-28
RM DISTRIBUTION	MARQUE	95560060	24/02/1995	20/05/2005	2005-20
SANDISK CORPORATION	MARQUE	94551498	29/12/1994	14/01/2005	2005-02
SOCIETE CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUR	MARQUE	1418751	17/07/1987	30/05/2008	2008-22
SOCIETE CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUR	MARQUE	1565716	29/09/1989	11/09/2009	2009-37
SOCIETE CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUR	MARQUE	1322430	12/12/1984	14/01/2005	2005-02
SOCIETE CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUR	MARQUE	1609714	13/02/1990	22/01/2010	2010-03
SOCIETE CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUR	MARQUE	3885830	02/01/2012	27/04/2012	2012-17
SOCIETE CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUR	MARQUE	3982084	12/02/2013	07/06/2013	2013-23
SUNSWET GROWERS INC.	MARQUE	1310282	23/05/1985	13/05/2005	2005-19
TCMTESTS, LLC	MARQUE	3351178	06/04/2005	09/09/2005	2005-36
TEPAL	MARQUE	3341886	18/02/2005	27/01/2006	2006-04
TRACTEL INTERNATIONAL SAS	MARQUE	1299320	12/02/1985	28/01/2005	2005-04

ARRETE n° 11382 MRE du 29 décembre 2014 portant attribution d'une licence de navigation charter "grande plaisance" à la société Matatu Ltd pour le navire à moteur "Jambo".

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée par M. Laurent Bourgnon, représentant de la société Matatu Ltd en date du 28 octobre 2014 ;

Vu l'avis non défavorable n° 288 SAM PF 2014 du 24 novembre 2014 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à moteur "Jambo" à la société Matatu Ltd.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de vingt-cinq (25) jours. En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de douze (12) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2.— Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3.— Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à moteur "Jambo" est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 11383 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à The Moorings SARL pour les voiliers "Pélican", "Illico", "Jolie Brise" et "Chris and Co IV".

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu les courriels de demandes de retraits de licences des 28 août 2014 et 5 novembre 2014 de The Moorings SARL,

Arrête :

Article 1er.— Les licences de navigation charter "professionnelle", attribuées à The Moorings SARL pour les voiliers "Pélican", "Illico", "Jolie Brise" et "Chris and Co IV", sont retirées à la demande du bénéficiaire pour cessation d'activité de navigation charter des navires.

Art. 2.— L'arrêté n° 97 PR du 22 janvier 2009 modifié portant attribution de la licence "flottante" de navigation charter "professionnelle" à la société The Moorings SARL pour les voiliers "Pélican", "Illico", "Jolie Brise" et "Chris and Co IV", est abrogé.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 11384 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à The Moorings SARL pour le voilier "Libertalia".

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le courriel de demande de retrait de licence du 5 novembre 2014 de The Moorings SARL,

Arrête :

Article 1er.— La licence de navigation charter "professionnelle" attribuée à The Moorings SARL pour le voilier "Libertalia" est retirée à la demande du bénéficiaire pour cessation d'activité de navigation charter du navire.

Art. 2.— L'arrêté n° 8879 MTE du 24 novembre 2009 portant attribution d'une licence de navigation charter "professionnelle" à The Moorings SARL est abrogé.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 11385 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à The Moorings SARL pour le voilier "Nape".

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le courriel de demande de retrait de licence du 28 août 2014 de The Moorings SARL,

Arrête :

Article 1er.— La licence de navigation charter "professionnelle" attribuée à The Moorings SARL pour le voilier "Nape" est retirée à la demande du bénéficiaire pour cessation d'activité de navigation charter du navire.

Art. 2.— L'arrêté n° 38 MTE du 22 mars 2007 modifié portant attribution de licences de navigation charter "professionnelle" à The Moorings SARL est abrogé.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 11386 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à The Moorings SARL pour le voilier "Hercule".

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le courriel de demande de retrait de licence du 5 novembre 2014 de The Moorings SARL,

Arrête :

Article 1er.— La licence de navigation charter “professionnelle” attribuée à The Moorings SARL pour le voilier “Hercule” est retirée à la demande du bénéficiaire pour cessation d’activité de navigation charter du navire.

Art. 2.— L’arrêté n° 9000 MTT du 4 décembre 2009 portant attribution d’une licence de navigation charter “professionnelle” à The Moorings SARL est abrogé.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 11387 MRE du 29 décembre 2014 portant retrait de la licence de navigation charter “professionnelle” délivrée à Sunsail SAS pour le voilier “Dim Sum”.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l’industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d’autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d’autonomie de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l’arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l’industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le courriel de demande de retrait de licence du 28 août 2014 de The Moorings SARL,

Arrête :

Article 1er.— La licence de navigation charter “professionnelle” attribuée à Sunsail SAS pour le voilier “Dim Sum” est retirée à la demande du bénéficiaire pour cessation d’activité de navigation charter du navire.

Art. 2.— L’arrêté n° 27 MTT du 28 décembre 2007 modifié portant attribution de “licences flottantes” de navigation charter “professionnelle” à Sunsail SAS est abrogé.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 11410 MRE du 30 décembre 2014 relatif à l’habilitation de M. Fabrice Domange en qualité d’agent spécial de la société AIG Europe Limited et à l’abrogation de l’arrêté n° 484 PR du 28 juin 2013 portant habilitation de Mme Kelly Lyles en qualité d’agent spécial d’assurance de la société AIG Europe Limited.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l’industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d’autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d’autonomie de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l’arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l’industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances ;

Vu la lettre de démission de Mme Kelly Lyles du 9 septembre 2014 ;

Vu la demande d’habilitation de M. Fabrice Domange du 5 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— M. Fabrice Domange est habilité en qualité d’agent spécial d’assurance de la société AIG Europe Limited en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d’assurance suivantes :

1. Accidents (y compris les accidents de travail et les maladies professionnelles) ;
2. Maladie ;
3. Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
4. Corps de véhicules ferroviaires ;
5. Corps de véhicules aériens ;
6. Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux ;
7. Marchandises transportées (y compris les marchandises, bagages et tous autres biens) ;
8. Incendie et éléments naturels ;
9. Autres dommages aux biens ;
10. Responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs ;
11. Responsabilité civile véhicules aériens ;
12. Responsabilité civile véhicules maritimes, lacustres et fluviaux ;
13. Responsabilité civile générale ;
14. Crédit ;

- 15. Caution ;
- 16. Pertes pécuniaires diverses : autres pertes pécuniaires ;
- 17. Protection juridique ;
- 18. Assistance.

Art. 2.— L'arrêté n° 484 PR du 28 juin 2013 portant habilitation de Mme Kelly Lyles en qualité d'agent spécial d'assurance de la société AIG Europe Limited est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Jean-Christophe BOUISSOU.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
DES ACTIVITÉS DU SECTEUR PRIMAIRE**

ARRÊTÉ n° 11388 MDA du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing.

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing ;

Vu la demande de l'intéressée du 7 juillet 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 modifié susvisé est ainsi rédigé :

"Est accordée au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, une autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1 611 mètres carrés sis à Manihi, commune de Manihi."

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 modifié susvisé est ainsi rédigé :

"L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons et un (1) vivier à poissons situés :

- le premier parc à poissons d'une superficie de 1 198 mètres carrés, situé en entrant dans la passe à gauche ;
- le deuxième parc à poissons d'une superficie de 341 mètres carrés, situé au huitième hoa après les motu Katakata, au droit du motu Piupiu ;
- le vivier à poissons d'une superficie de 72 mètres carrés, situé au droit du village de Turipaoa.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières."

Art. 3.— L'article 3 de l'arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 modifié susvisé est ainsi rédigé :

"L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter du 18 janvier 2013. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé."

Art. 4.— Les alinéas 1 et 2 de l'article 7 de l'arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 modifié susvisé est ainsi rédigé :

"Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *trente mille francs CFP* (30 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le premier parcs à poissons, 10 000 F CFP pour le deuxième parcs à poissons et 15 000 F CFP pour le vivier.

Art. 5.— Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime." L'arrêté n° 273 MRM du 18 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing est abrogé à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre du logement, et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire.*
Frédéric RIVETA.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières
et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 11429 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SARL Huahine Pearl Farm, sis à Huahine, commune de Huahine (exploitant n° 100).

... Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 6 octobre 2014 ;

Vu l'avis favorable du 1er adjoint au maire de la commune de Huahine en date du 6 octobre 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par la SARL Huahine Pearl Farm en date du 28 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de la SARL Huahine Pearl Farm approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 25 mars 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Huahine, commune de Huahine.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2,40 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 47 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à quarante-cinq mille quatre cents francs CFP (45 400 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 2,40 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 36 000 F CFP ;
- sur la base de 47 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 9 400 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 25 mars 2015.

Art. 4.— Est autorisée au profit de la SARL Huahine Pearl Farm, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 25 mars 2015.

Art. 5.— L'arrêté n° 1230 MRM du 12 mars 2010 modifié autorisant le changement de bénéficiaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Huahine Pearls Farm, sis à Huahine, commune de Huahine, est abrogé à compter du 24 mars 2015.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11430 MDA du 31 décembre 2014 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Emile Puputauki, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 208).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 relatif modifié aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Emile Puputauki, Mme Ppakaiti Isabelle et M. David Puputauki ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 10 décembre 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier en date du 26 août 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Emile Puputauki en date du 8 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Emile Puputauki, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 29,77 hectares (22,52 hectares et 7,25 hectares) ;
- pour deux maisons d'exploitation et de greffe d'une superficie totale de 77 mètres carrés (55 mètres carrés et 22 mètres carrés).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à quatre cent quatre-vingt-un mille neuf cent cinquante francs (481 950 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 29,77 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 446 550 F CFP ;
- sur la base de 77 mètres carrés à 200 F CFP/m², soit 15 400 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 13 décembre 2014.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Emile Puputauki, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— L'arrêté n° 5573 MRM du 27 août 2009, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Emile Puputauki, sis aux Gambier, commune des Gambier, est abrogé.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11431 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Vinare Joseph Urarii, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 249).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Vinare Joseph Urarii, Mme Maria Urarii épouse Mahaa et M. Joseph Mahaa ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 6 décembre 2013 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 28 novembre 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Vinare Joseph Urarii en date du 8 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Vinare Joseph Urarii, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 26 avril 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 6 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 7,87 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent quarante-deux mille cinquante francs CFP* (142 050 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 6 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 12 000 F CFP ;
- sur la base de 7,87 hectares à 1 500 F CFP/1000 mètres carrés, soit 118 050 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 FCP.

Cette redevance est applicable à compter du 26 avril 2015.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Vinare Joseph Urarii, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 26 avril 2015.

Art. 5.— L'arrêté n° 9438 MRM du 28 décembre 2009 modifié, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Vinare Joseph Urarii, sis aux Gambier, commune des Gambier, est abrogé à compter du 25 avril 2015.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11432 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Vahua Fainau Armandine Tahitoe épouse Teiva, sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 15).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 16 octobre 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Raroia du 12 septembre 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Vahua Fainau Armandine Tahitoe épouse Teiva en date du 21 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mme Vahua Fainau Armandine Tahitoe épouse Teiva, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté

n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 4 mars 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Raroia, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 29,65 hectares (10,30 hectares ; 8,85 hectares et 10,50 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quatre cent quarante-quatre mille sept cent cinquante francs CFP* (444 750 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 29,65 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 444 750 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 4 mars 2015.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mme Vahua Fainau Armandine Tahitoe épouse Teiva, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 4 mars 2015.

Art. 5.— L'arrêté n° 909 MRM du 23 février 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Vahua Fainau Armandine Tahitoe épouse Teiva, sis à Raroia, commune de Makemo, est abrogé à compter du 3 mars 2015.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.

Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11433 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Milton Tu Faura sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 234).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Manihi en date du 14 août 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Milton Tu Faura en date du 20 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Milton Tu Faura, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 4 février 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 15 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *trente mille francs CFP* (30 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 15 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 30 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 4 février 2015.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Milton Tu Faura, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF

du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 4 février 2015.

Art. 5.— L'arrêté n° 256 MRM du 26 janvier 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Milton Tu Faura sis à Manihi, commune de Manihi, est abrogé à compter du 3 février 2015.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.

Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11434 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Rosalie Taio Tuarue sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 311).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 22 juin 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe en date du 31 octobre 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Rosalie Taio Tuarue en date du 4 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Mlle Rosalie Taio Tuarue, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 9 février 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 11 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 6 hectares (3 hectares et 3 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent douze mille francs CFP* (112 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 11 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 22 000 F CFP ;
- sur la base de 6 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 90 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 9 février 2015.

Art. 4. — Sont autorisées au profit de Mlle Rosalie Taio Tuarue, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 9 février 2015.

Art. 5. — L'arrêté n° 9437 MRM du 28 décembre 2009 modifié, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Rosalie Taio Tuarue sis à Ahe, commune de Manihi, est abrogé à compter du 8 février 2015.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.

Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11435 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Kaveroga Hiriata dite Kave Tupana sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 302).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 20 juin 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe en date du 20 octobre 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Kaveroga Hiriata dite Kave Tupana en date du 2 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mme Kaveroga Hiriata dite Kave Tupana, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 28 janvier 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 18 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 5 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 19 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent quatorze mille huit cents francs CFP* (114 800 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 18 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 36 000 F CFP ;
- sur la base de 5 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 75 000 F CFP ;
- sur la base de 19 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 3 800 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 28 janvier 2015.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mme Kaveroga Hiriata dite Kave Tupana, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 28 janvier 2015.

Art. 5.— L'arrêté n° 152 MRM du 19 janvier 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Kaveroga Hiriata dite Kave Tupana sis à Ahe, commune de Manihi, est abrogé à compter du 27 janvier 2015.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11436 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tefania Yee Soufa Apeang sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 303).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 25 juin 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe en date du 24 novembre 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Tefania Yee Soufa Apeang en date du 12 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Tefania Yee Soufa Apeang, aux clauses et conditions du cahier des

charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 9 février 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 34,72 hectares ;
- pour deux maisons d'exploitation et de greffe : 116 mètres carrés (48 mètres carrés et 68 mètres carrés).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cinq cent quarante-quatre mille francs CFP* (544 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 34,72 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 520 800 F CFP ;
- sur la base de 116 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 23 200 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 9 février 2015.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Tefania Yee Soufa Apeang, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 9 février 2015.

Art. 5.— L'arrêté n° 8841 MRM du 24 novembre 2009 modifié, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tefania Yee Soufa Apeang sis à Ahe, commune de Manihi, est abrogé à compter du 8 février 2015.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11437 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jean-Yves Taverre sis à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 172).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 12 septembre 2014 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Apataki en date du 25 septembre 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Jean-Yves Taverre en date du 26 septembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Jean-Yves Taverre aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 25 janvier 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 45 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cinquante-neuf mille francs CFP* (59 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 2 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 30 000 F CFP ;
- sur la base de 45 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 9 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 25 janvier 2015.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Jean-Yves Taverne, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 25 janvier 2015.

Art. 5.— L'arrêté n° 132 MRM du 18 janvier 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jean-Yves Taverne sis à Apataki, commune de Arutua, est abrogé à compter du 24 janvier 2015.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.

Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11438 MDA du 31 décembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Lui Fat Jean-Noël Tane Chan sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 53).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 24 avril 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua en date du 6 août 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Lui Fat Jean-Noël Tane Chan en date du 7 août 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Lui Fat Jean-Noël Tane Chan, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 28 janvier 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 10 hectares (6 hectares ; 2 hectares ; 1 hectare et 1 hectare) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 37 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent cinquante-sept mille quatre cents francs CFP* (157 400 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP ;

- sur la base de 37 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 7 400 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 28 janvier 2015.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Lui Fat Jean-Noël Tane Chan, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 28 janvier 2015.

Art. 5. — L'arrêté n° 133 MRM du 18 janvier 2010 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Lui Fat Jean-Noël Tane Chan sis à Kaukura, commune de Arutua, est abrogé à compter du 27 janvier 2015.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 11439 MDA du 31 décembre 2014 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jacques Temauriarii Parker sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 38).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du 1er adjoint au maire de la commune de Arutua en date du 22 avril 2014, concernant la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime formulée par M. Jacques Temauriarii Parker ;

Vu la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime formulée par M. Jacques Temauriarii Parker en date du 16 mai 2014 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua en date du 20 juin 2014, concernant la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de domaine public maritime formulée par M. Jacques Temauriarii Parker ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Jacques Temauriarii Parker en date du 22 août 2014 ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières en date du 19 septembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Jacques Temauriarii Parker, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 20 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 20,03 hectares (3,90 hectares et 16,13 hectares) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 70 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *trois cent cinquante-quatre mille quatre cent cinquante francs CFP* (354 450 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 20 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 40 000 F CFP ;

- sur la base de 20,03 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 300 450 F CFP ;
- sur la base de 70 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 14 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 29 décembre 2014.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Jacques Temauriarii Parker, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— L'arrêté n° 6716 MRM du 21 septembre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jacques Temauriarii Parker sis à Arutua, commune de Arutua, est abrogé.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.
Frédéric RIVETA.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE LA RÉNOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 11340 MLV du 29 décembre 2014 portant modification de l'arrêté n° 1535 MLA du 14 février 2014 modifié portant affectation des terres Tefaupapa partie, Tefaupapa-Vaipai parties, Tefaupapa-Vaipai parcelle, cadastrées commune de Paea, section AR, n° 7, n° 8, n° 37, n° 38 et n° 97 et les constructions y édifiées, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu la délibération n° 2004-34 du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1535 MLA du 14 février 2014 modifié portant affectation des terres Tefaupapa partie, Tefaupapa-Vaipai parties, Tefaupapa-Vaipai parcelle, cadastrées commune de Paea, section AR n° 7, n° 8, n° 37, n° 38 et n° 97 et les constructions y édifiées, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement,

Arrête :

Article 1er.— L'intitulé de l'arrêté n° 1535 MLA du 14 février 2010 modifié susvisé, est modifié comme suit :

“portant affectation des terres Tefaupapa partie, Tefaupapa-Vaipai parties, Tefaupapa-Vaipai parcelle, cadastrées commune de Paea, section AR n° 7, n° 8, n° 37, n° 38, n° 97 et BN n° 5 et les constructions y édifiées, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement”.

Art. 2.— L'article 3 de l'arrêté n° 1535 MLA du 14 février 2014 modifié susvisé est remplacé par :

“Art. 3.— La valeur vénale des parcelles affectées est estimée à :

Nom de la parcelle	Valeur vénale (F CFP)
Tefaupapa partie section AR n° 7	8 730 000 F CFP soit 15 000 F CFP le m ²
Tefaupapa-Vaipai parties section AR n° 8	39 930 000 F CFP soit 15 000 F CFP le m ²
Tefaupapa-Vaipai parties section AR n° 37	85 380 000 F CFP soit 15 000 F CFP le m ²
Tefaupapa-Vaipai parties section AR n° 38	34 575 000 F CFP soit 15 000 F CFP le m ²
Tefaupapa-Vaipai parcelle section AR n° 97	338 190 000 F CFP soit 15 000 F CFP le m ²
Tefaupapa-Vaipai partie section BN n° 5	25 764 784 F CFP soit 368 F CFP le m ²

Art. 3.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 11341 MLV du 29 décembre 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 5229 MLA du 11 juin 2014 portant affectation de plusieurs parcelles cadastrées section AT n° 10 et AT n° 11, section AS n° 7 et AS n° 9, section AN n° 1 et AN n° 2 et section AM n° 1 et AM n° 2, pour une superficie totale de 320 264 mètres carrés, sises commune de Hao, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement (TNAD), et de l'arrêté n° 6557 MLA du 22 juillet 2014 portant affectation des emprises cadastrées section AR n° 8, section AS n° 15 et de l'emprise à charge de remblai cadastrée section AT n° 12, sises commune de Hao, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement (TNAD).

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu la délibération n° 2004-34 du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la lettre n° 661-14 TNAD /jfm du 7 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 5229 MLA du 11 juin 2014 portant affectation de plusieurs parcelles cadastrées section AT n° 10 et AT n° 11, section AS n° 7 et AS n° 9, section AN n° 1 et AN n° 2 et section AM n° 1 et AM n° 2 pour une superficie totale de 320 264 mètres carrés, sises commune de Hao, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement (TNAD), est abrogé.

Art. 2.— L'arrêté n° 6557 MLA du 22 juillet 2014 portant affectation des emprises cadastrées section AR n° 8, section AS n° 15, et de l'emprise à charge de remblai cadastrée section AT n° 12 pour une superficie totale de 104 046 mètres carrés, sises commune de Hao, au profit de l'établissement public Tahiti Nui Aménagement et développement (TNAD), est abrogé.

Art. 3.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 11342 MLV du 29 décembre 2014 autorisant la location de la parcelle de la terre dénommée "Fanauga Teaveave" cadastrée commune de Reao, section BH n° 7, au profit de M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini, en date du 19 août 2013 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 7 août 2014 ;

Vu l'acceptation de M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini, en date du 2 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er.— La location de la parcelle de terre dénommée "Fanauga Teaveave" cadastrée commune de Reao, section BH n° 7, accusant une superficie de 1 758 mètres carrés, est autorisée au profit de M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini, et ce à des fins d'implantation d'un laboratoire aquacole pour le nettoyage et le conditionnement des bénitiers.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *quarante-trois mille neuf cent cinquante francs CFP* (43 950 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions et recommandations suivantes :

- la prévention des risques naturels ;
- les dispositions réglementaires en matières de travaux immobiliers ;
- la problématique des servitudes radioélectriques et aéronautiques de dégagement instituées aux abords de l'aérodrome de Reao ;

- l'activité ne devra attirer ni oiseaux, ni mammifères en quête de nourriture ;
- tout rejet de chair de bœuf dans l'environnement proche de l'aérodrome est interdit ;
- les déchets alimentaires produits par l'activité seront conditionnés dans les bacs munis de couvercles et évacués à plus de 10 km de l'aérodrome ;
- il est interdit de nourrir les animaux sauvages ;
- tout animal domestique est interdit ou devra rester attaché.

Art. 7.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.

*Le vice-président,
Nuihau LAUREY.*

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,
Frédéric RIVETA.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 11354 MLV du 29 décembre 2014 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime sis au droit de la parcelle dépendant de la terre Tahiamanu, cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Papetoai section PR n° 1, au profit du service du tourisme.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 445 MRE du 27 novembre 2014 du ministre du tourisme,

Arrête :

Article 1er.— Est affecté au profit du service du tourisme, un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 420 mètres carrés, sis au droit de la parcelle cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Papetoai, section PR n° 1.

Tel qu'il figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 2 octobre 2014 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la gestion, l'entretien et l'exploitation touristique de cette emprise. Ce projet devra être réalisé dans un délai de 3 ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— Le ministre du tourisme, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 7.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.

*Le ministre
de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux, de l'industrie,
du commerce et des entreprises,
Jean-Christophe BOUISSOU.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 11408 MLV du 30 décembre 2014 portant modification de l'arrêté n° 10719 MLV du 8 décembre 2014 portant affectation de la parcelle dépendant de la propriété Shilson, cadastrée commune de Pirae, section H, n° 706, au profit de l'Institut d'insertion médico-éducatif.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10719 MLV du 8 décembre 2014 portant affectation de la parcelle dépendant de la propriété Shilson, cadastrée commune de Pirae, section H n° 706, au profit de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;

Vu la lettre n° 388 IIME/DIR du 10 décembre 2014 de l'institut d'insertion médico-éducatif,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 5 de l'arrêté n° 10719 MLV du 8 décembre 2014 susvisé, les termes "Le ministre de la santé" sont remplacés par "L'institut d'insertion médico-éducatif".

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 11409 MLV du 30 décembre 2014 autorisant la location d'une parcelle de terre dénommée "Tekirikiri" cadastrée section AB n° 175, sise commune de Reao, au profit M. Vétéa René Tepakou.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la lettre de demande de M. Vétéa René Tepakou, en date du 11 septembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 7 août 2014 ;

Vu la lettre de M. Vétéa René Tepakou, en date du 8 septembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— La location d'une parcelle de la terre dénommée "Tekirikiri" cadastrée commune de Reao section AB n° 175, accusant une superficie de 868 mètres carrés, est autorisée au profit de M. Vétéa René Tepakou, et ce à des fins de construction d'une maison de type OPH.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de quinze (15) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *vingt-six mille quarante francs CFP* (26 040 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

ARRETE n° 11352 MJS du 29 décembre 2014 portant nomination de M. Kenji Calmes en qualité d'adjoint au chef du service de la jeunesse et des sports.

Le ministre de la jeunesse, et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 684 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 94-79 AT du 21 juillet 1994 modifiée portant création du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 1153 CM du 14 novembre 1994 portant organisation du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 2008 CM du 23 décembre 2014 portant nomination de Mme Mae Lhopital en qualité de chef du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 9714 MEE du 3 décembre 2013 portant nomination de M. Damas Teuira en qualité d'adjoint au chef du service de la jeunesse et des sports ;

Vu la lettre de proposition en date du 26 décembre 2014 de Mme Mae Lhopital, chef du service de la jeunesse et des sports, quant à la désignation d'un nouvel adjoint,

Arrête :

Article 1er.— M. Kenji Calmes est nommé en qualité d'adjoint au chef du service de la jeunesse et des sports à compter du 29 décembre 2014.

Art. 2.— L'arrêté n° 9714 MEE du 3 décembre 2013 est abrogé.

Art. 3.— Le chef du service de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
René TEMEHARO.

ARRETE n° 11353 MJS du 29 décembre 2014 portant délégation de signature du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel à Mme Mae Lhopital, chef du service de la jeunesse et des sports.

Le ministre de la jeunesse, et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 684 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 94-79 AT du 21 juillet 1994 modifiée portant création du service de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 92-176 AT du 20 octobre 1992 modifiée relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-71 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de vacances ou de placement de vacances avec hébergement ;

Vu la délibération n° 99-72 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de loisirs sans hébergement ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1153 CM du 14 novembre 1994 portant organisation du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 2008 CM du 23 décembre 2014 portant nomination de Mme Mae Lhopital en qualité de chef du service de la jeunesse et des sports ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Mae Lhopital, chef du service de la jeunesse et des sports, à l'effet de signer au nom du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, tous les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 dans les domaines suivants :

I - Au titre de la réglementation :

- mise en œuvre de la réglementation des centres de vacances ou de placements de vacances avec hébergement et des centres de loisirs sans hébergement ;
- mise en œuvre de la réglementation des établissements de baignades d'accès payant de la Polynésie française, à l'exception de la nomination des membres de la commission consultative des activités de baignade ;
- mise en œuvre de la réglementation des brevets polynésiens d'animateurs, à l'exception de la délivrance des brevets polynésiens d'animateurs ;
- mise en œuvre de la réglementation relative aux certifications polynésiennes en matières d'activités physiques et sportives, à l'exception de la délivrance des certifications ;
- mise en œuvre de la réglementation de la plongée subaquatique sportive et de loisirs ;
- délivrance du récépissé de déclaration et de la carte professionnelle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives des personnes qui désirent exercer l'une des fonctions mentionnées au premier alinéa de l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée et leur renouvellement ;
- délivrance du récépissé de déclaration des établissements dans lesquels sont organisées et pratiquées des activités physiques et sportives.

II - Au titre de la promotion et de l'animation dans le cadre des priorités fixées par le ministère :

- promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions en matière de jeunesse et d'éducation populaire ;
- promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions à caractère physique et sportif en application des dispositions de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée et de ses arrêtés d'application.

III - Au titre de la formation

- organisation des épreuves conduisant à la délivrance des diplômes sportifs ou de jeunesse.

IV - Au titre des équipements

- élaboration des propositions d'orientation des plans et des programmes d'investissement en faveur des activités sportives et de jeunesse.

Art. 2.— En outre, Mme Mae Lhopital reçoit délégation de signature pour les actes relevant de la gestion administrative du personnel placé sous son autorité :

- congé de toute nature ;
- avertissement et blâme pour l'ensemble des agents placés sous son autorité ;
- notation primaire et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté ;
- avancement d'échelon.

Art. 3.— Mme Mae Lhopital est également habilitée à signer les actes et correspondances relatifs aux engagements et liquidations des crédits et aux liquidations des recettes allouées aux activités de jeunesse et sportives et imputés au budget de la Polynésie française, à l'exception des arrêtés d'attribution de subvention de toute nature.

Art. 4.— Mme Mae Lhopital reçoit délégation de signature pour les actes concernant l'engagement et la liquidation des dépenses du service notamment :

- les remboursements des frais et états indemnitaires ;
- les ordres de déplacements à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas six (6) jours ;
- la signature des contrats d'entretien et de réparation ;
- la signature de conventions ;
- la signature de certificats administratifs.

Art. 5.— Mme Mae Lhopital reçoit délégation de signature pour les actes concernant la liquidation des recettes du service.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mae Lhopital, les délégations visées aux articles précédents sont exercées par M. Kenji Calmes, adjoint du chef de service.

Art. 7.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mae Lhopital et M. Kenji Calmes, les délégations visées aux articles 1er à 5 sont exercées par M. Gérard Huioutu, chargé de mission et chef du département de l'administration générale.

Art. 8.— L'arrêté n° 8710 MJS du 23 septembre 2014 est abrogé.

Art. 9.— Le chef du service de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
René TEMEHARO.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,
DES TRANSPORTS INTÉRIEURS
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrête :

ARRETE n° 11339 MET du 29 décembre 2014 portant autorisation d'occupation d'un emplacement du domaine public routier au profit de l'EURL Maguen Le Rétro.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 840 CM du 30 août 1985 modifié fixant la signification et les conditions dans lesquelles est établie la signalisation routière ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1780 CM du 28 novembre 2014 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public routier due par l'EURL Le Rétro ;

Vu les demandes d'occupation des 8 août 2013 et 6 mai 2014 de M. Denis Juan pour le compte de l'EURL Le Rétro ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papeete formulé par lettre n° 175-2014 DST/ET du 23 janvier 2014 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public en sa séance du 22 mai 2014 ;

Vu l'avis de la direction des transports terrestres formulé par lettre n° 2718 MET/DTT du 10 juin 2014 ;

Vu le plan n° 4 A du 4 mars 2014 relatif au projet d'extension d'une terrasse semi-couverte présenté par l'EURL Le Rétro,

Article 1er.— L'EURL Maguen Le Rétro est autorisée à occuper un emplacement du domaine public routier d'une superficie de 185,42 mètres carrés, situé sur le trottoir parallèle à la contre-allée du boulevard Pomare, sis en face du centre commercial Vaima, dans la commune de Papeete, tel que le tout figure sur le plan d'implantation joint au dossier.

Art. 2.— *Durée*

L'occupation est consentie pour une durée de neuf années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 3.— *Destination de l'occupation*

L'occupation consentie est destinée à l'aménagement et l'exploitation de terrasses de café et de restauration, à l'aménagement d'une aire de circulation piétonne et d'une rampe d'accès.

Art. 4.— *Redevance*

Conformément à l'arrêté n° 1780 CM du 28 novembre 2014 susvisé, l'occupation est autorisée moyennant le paiement d'une redevance fixée à 1 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes au prorata de l'espace occupé tel que défini à l'article 1er.

Afin de permettre le calcul du montant de la redevance, l'EURL Maguen Le Rétro fournit, à la division de la gestion du domaine de la direction des affaires foncières, immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete, au plus tard le 28 février de l'année N+1, son chiffre d'affaires hors taxes de l'année N certifié par le commissaire aux comptes, si sa nomination est requise conformément à la réglementation sur les sociétés commerciales, ou à défaut par un expert-comptable. Le document fourni fait état du chiffre d'affaires mentionné à l'article 1er.

La redevance est versée chaque année dans le mois suivant l'émission de l'avis de mise en recouvrement par le receveur-conservateur des hypothèques.

La redevance est appliquée à compter de la deuxième année civile d'exploitation suivant la date de notification du présent arrêté.

Art. 5.— *Conditions d'exécution des travaux*

Le déplacement des candélabres et du panneau de signalisation impactés par les travaux est à la charge de l'EURL Maguen Le Rétro. Celle-ci s'engage à les remettre en place à ses frais sous la supervision de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement.

Les travaux d'aménagement incluent la réservation d'une bande de trois mètres de large en pied d'immeuble pour la circulation des piétons conformément au plan d'implantation joint au dossier.

La conformité des travaux au plan d'implantation joint au dossier est contrôlée par la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement au terme du chantier et donne lieu à un procès-verbal de réception auquel est annexé le plan de récolement fourni par l'EURL Maguen Le Rétro.

Art. 6. — Autres formalités administratives

L'occupation autorisée ne vaut pas permis de travaux immobiliers. L'EURL Maguen Le Rétro doit solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 3.

Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas l'EURL Maguen Le Rétro de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par la réglementation.

Art. 7. — Validité et renouvellement de l'arrêté - remise en état des lieux

Il peut être mis fin à la présente autorisation en cas de non-respect de la surface définie à l'article 1er ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan d'implantation joint au dossier.

Toute demande de renouvellement doit être expresse et être effectuée six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à l'EURL Maguen Le Rétro : elle peut être retirée à tout moment. En application de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, lorsque le retrait n'est pas motivé par l'inexécution des conditions et charges imposées par la présente autorisation, il donne lieu à une indemnité correspondant à la partie non amortie des installations autorisées, sur justification du plan d'amortissement des installations.

En cas de révocation, de non-renouvellement ou à l'expiration de la présente autorisation, l'EURL Maguen Le Rétro est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai de deux mois à compter de la révocation ou de la date d'expiration de la présente autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre et des poursuites seront engagées devant les juridictions répressives. La Polynésie française peut renoncer à la remise en état auquel cas, les installations deviennent de plein droit sa propriété sans qu'aucune indemnité ne soit due.

L'EURL Maguen Le Rétro s'engage à prendre en charge les frais de déplacement ou de modification des installations aménagées en vertu de cette autorisation lorsque ce déplacement ou ces modifications sont justifiés par des travaux entrepris par la Polynésie française dans l'intérêt du domaine public routier et que ces travaux constituent une opération d'aménagement conforme à la destination du domaine.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'EURL Maguen Le Rétro et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 11379 MET du 29 décembre 2014 autorisant M. Georgy Hellouin à poursuivre les travaux d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées sur les lots n°s 29, 30 et 55 du lotissement le Hameau de Mahinarama sis à Mahina.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 940 CM du 11 juillet 2013 portant nomination de Mme Brigitte Ottavy en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 10260 MET du 30 décembre 2013 portant délégation de signature à Mme Brigitte Ottavy, chef de service de l'urbanisme en matière de travaux immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 10259 MET du 30 décembre 2013 portant délégation de signature à Mme Brigitte Ottavy, chef de service de l'urbanisme et à certains de ses agents ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 20 MAU du 13 octobre 2004 autorisant M. Georgy Hellouin à réaliser les travaux de viabilisation du lotissement le Hameau de Mahinarama sur une parcelle du domaine Nono Ahu sise à Mahina, cadastrée section W6 n° 732 ;

Vu le certificat de conformité n° 1251 MET/AU du 5 juillet 2006 pour les travaux réalisés sur les 48 lots n°s 23 à 28, 31 à 42, 45 à 54 et 59 à 78 du lotissement le Hameau de Mahinarama ;

Vu le certificat de conformité n° 853 MET du 24 juin 2014 pour les travaux réalisés sur le lot n° 44 du lotissement le Hameau de Mahinarama ;

Vu le dossier de demande présenté par M. Georgy Hellouin le 20 juin 2014 et complété le 23 octobre 2014 ;

Vu la demande d'avis adressée à M. le maire de la commune de Mahina en date du 23 juin 2014 ;

Vu l'avis de la direction de la santé en date du 23 octobre 2014 ;

Vu les résultats de la consultation effectuée en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 ;

Vu l'avis du chef de service de l'urbanisme en date du 24 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— M. Georgy Hellouin est autorisé à poursuivre les travaux d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées, sur les lots n°s 29, 30 et 55 du lotissement le Hameau de Mahinarama, sis à Mahina.

Art. 2.— Le dossier est composé des pièces suivantes et enregistrées au service de l'urbanisme (section urbanisme, opérationnel et construction) en date du 20 juin 2014 et du 23 octobre 2014 sous le n° IDV 2014-390 et le n° L. 2014-06 :

- demande adressée à la mairie de Mahina, présentée par M. Georgy Hellouin en date du 18 juin 2014 ;
- demande adressée au service de l'urbanisme, présentée par M. Georgy Hellouin en date du 18 juin 2014 ;
- plan de situation ;
- plan parcellaire et des réseaux ;
- modificatif au cahier des charges.

Art. 3.— *Assainissement des eaux usées*

Mettre en place les mesures nécessaires afin de garantir l'accessibilité permanente de l'ouvrage d'infiltration des eaux usées traitées pour les opérations de contrôle et d'entretien.

Art. 4.— *Dossier complémentaire*

A l'appui de toute demande de certificat de conformité de ces trois (3) lots du lotissement, les pièces suivantes complétant le dossier du lotissement devront être déposées en cinq (5) exemplaires :

- plan de récolement des réseaux des eaux pluviales et des eaux usées ;
- tests d'étanchéité du réseau des eaux usées.

Art. 5.— *Caducité*

Le présent arrêté devient caduc si les travaux ne sont pas terminés dans un délai de dix-huit (18) mois à compter de sa publication au *Journal officiel*.

Art. 6.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Mahina ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 7.— Le chef de service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 11380 MET du 29 décembre 2014 portant abrogation de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti de M. Tehikumaro Temarohoa.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi ;

Vu l'arrêté n° 31 CM du 18 janvier 1991 portant application de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant organisation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voiture de remise et de voiture de service particularisé ;

Vu l'arrêté n° 11025 MET/DTT du 15 décembre 2014 portant abrogation de la licence de taxi n° 1-140, délivrée à M. Tehikumaro Temarohoa pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti,

Arrête :

Article 1er.— L'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 140 TXT 01 sur l'île de Tahiti de M. Tehikumaro Temarohoa, né le 4 décembre 1962 à Napuka (Tuamotu), est radiée.

Art. 2.— L'arrêté n° 6 MET du 2 janvier 2013 portant autorisation n° 140 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti à M. Tehikumaro Temarohoa est abrogé.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tehikumaro Temarohoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 11381 MET du 29 décembre 2014 portant abrogation de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti de M. André Paheroo Wong.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi ;

Vu l'arrêté n° 31 CM du 18 janvier 1991 portant application de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant organisation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voiture de remise et de voiture de service particularisé ;

Vu l'arrêté n° 11024 MET/DTT du 15 décembre 2014 portant abrogation de la licence de taxi n° 1-016 délivrée à M. André Paheroo Wong pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti,

Arrête :

Article 1er.— L'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 016 TXT 01 sur l'île de Tahiti de M. André Paheroo Wong, né le 24 avril 1956 à Papeete (Tahiti), est radiée.

Art. 2.— L'arrêté n° 1379 MEE du 4 novembre 2008 portant transfert de l'autorisation n° 016 TXT 01 accordée à M. André Wong pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti au profit de M. André Paheroo Wong est abrogé.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 2014.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 11394 MET du 30 décembre 2014 portant agrément de l'aérodrome de Nukutepipi à usage restreint.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 616 CM du 26 juin 1997 relatif aux conditions de création, d'ouverture, de fermeture et de contrôle d'un aérodrome privé (à usage privé ou à usage restreint) ;

Vu la décision n° 442 AC.DIR.INFRA du 16 avril 1982 autorisant la création de l'aérodrome de Nukutepipi à usage privé ;

Vu l'avis favorable du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française en date du 12 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'aérodrome de Nukutepipi est agréé à usage restreint et réservé aux appareils aux caractéristiques et performances adaptées autorisés par la société Paradise Island.

Art. 2.— Une convention définit les conditions d'aménagement et d'exploitation de l'aérodrome.

Art. 3.— Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Albert SOLIA.

CONVENTION N° / MET du

définissant les conditions d'aménagement et d'exploitation de
l'aérodrome privé agréé à usage restreint de Nukutepipi

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014, portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685/PR du 17 septembre 2014, relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme et des transports terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 616/CM du 26 juin 1997 relatif aux conditions de création, d'ouverture, d'exploitation, de fermeture et de contrôle d'un aérodrome privé (à usage privé et à usage restreint) ;

Vu l'arrêté n° 750/CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la décision n° 442/AC.DIR.INFRA du 16 avril 1982 autorisant la création de l'aérodrome de Nukutepipi à usage privé ;

Vu l'arrêté n° du portant agrément de l'aérodrome de Nukutepipi à usage restreint ;

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

d'une part,

ET :

La société Paradise Island domiciliée 415 Boulevard Pomare, Polynésie française, représentée par Monsieur Olivier NOINAIN, ci-après désigné « l'exploitant »,

d'autre part,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES CE QUI SUIT :

TITRE I - SITUATION FONCIÈRE, CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES ET CONDITIONS D'EXPLOITATION DE L'AÉRODROME PRIVÉ

Article 1er. - Situation foncière

L'aérodrome de Nukutepipi est situé sur l'atoll de Nukutepipi et appartient à la SCI Paradise Island en vertu d'actes de cession de réméré et d'exercice du droit de réméré passés les 17 et 18 octobre 1994 en l'étude de Me Bernard BRUGGMANN à Papeete et transcrits le 20 octobre 1994 volume 1987 n° 21 et 22.

Article 2. - Caractéristiques techniques

Les caractéristiques des ouvrages sont les suivantes :

* Piste : - longueur : 1 200 m
- largeur : 21m.

* Bande aménagée : - longueur : 1 320 m
- largeur : 80 m.

Les dimensions de la bande sont conformes pour des aéronefs de catégorie 2B et inférieures.

Article 3. - Conditions d'exploitation

L'aérodrome privé créé par l'arrêté n° 442/AC.DIR.INFRA du 16 avril 1982 et agréé à usage privé par convention du 13 avril 1982, est destiné aux activités aériennes suivantes :

- 1) Transport pour les besoins de l'exploitant, de ses employés et de ses invités ;
- 2) Trafic de tout aéronef affrété par l'exploitant ;
- 3) Evacuation sanitaire ;
- 4) Trafic des aéronefs affrétés par le Pays pour les besoins de ses services et ceux du contrôle technique du Service d'Etat de l'Aviation Civile.
- 5) Aéronefs de l'Etat

Les aéronefs autorisés à utiliser la piste le sont par l'exploitant au vu des caractéristiques physiques de l'aérodrome, des performances de l'aéronef et de ses conditions d'exploitation. En cas de besoin, l'exploitant peut solliciter l'avis technique du SEAC PF.

TITRE II - ATTRIBUTIONS DE L'EXPLOITANT**Article 4. - Missions et obligations incombant à l'exploitant**

Les missions et obligations incombant à l'exploitant et dont il supporte intégralement la charge, sont les suivantes :

- a) Entretien et exploitation de toutes les installations de l'aérodrome, y compris les dépenses de personnel ;
- b) Mise en œuvre et financement des moyens de lutte contre l'incendie des aéronefs assurant le transport des passagers ;
- c) Les frais et indemnités qui résulteraient de l'établissement des servitudes instituées conformément aux dispositions de l'article 12 du décret 63-927 du 06/09/63 dans l'intérêt de la navigation aérienne au profit de l'aérodrome, de ses annexes et de ses dépendances, ainsi que de l'établissement des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques ;
- d) Les terre-pleins de l'aérodrome devront toujours être tenus en parfait état de propreté et les ouvrages, bâtiments et installations maintenus en bon état d'entretien, de manière à toujours convenir à l'usage auquel ils sont destinés ;
- e) Mesure et communication systématique aux pilotes des informations relatives à l'orientation et à la force du vent ;
- f) Contributions de l'exploitant :

Le ou les agents employés par l'exploitant de l'aérodrome prêteront leur concours à l'exploitation aéronautique de celui-ci, en assurant l'exécution des tâches suivantes :

- Surveillance de l'état de l'aire de manœuvre et des abords de l'aérodrome et information des autorités aéronautiques compétentes de toutes modifications pouvant entraîner la mise hors de service temporaire de tout ou partie de cette aire ou la modification de la valeur aéronautique du terrain (obstacles de toute nature dans les abords) ;
- Enregistrement quotidien des mouvements aériens sur l'aérodrome ;
- Information de la Direction du Service d'Etat de l'Aviation Civile de tous incidents et accidents survenus aux aéronefs, ainsi que de tous désordres et anomalies constatés dans l'exercice des activités aériennes ;

Toute modification ultérieure de la personne responsable de l'aérodrome, de ses conditions d'exploitation ou de ses caractéristiques techniques, devra être signalée à la Direction de l'aviation civile. La non-déclaration entraînera la caducité des autorisations d'exploitation.

TITRE III – EXPLOITATION DE L'AERODROME

Article 5. - Assurance pour risques divers

Dans le cadre des missions et obligations lui incombant en vertu de la présente convention, l'exploitant devra se garantir auprès d'une compagnie d'assurances contre tous les risques qui pourront résulter de l'aménagement et de l'exploitation de l'aérodrome, et notamment contre tous dommages susceptibles d'être causés, y compris la responsabilité civile et le recours des tiers du fait des activités d'exploitation aéronautique de l'aérodrome et de toutes opérations s'y rapportant.

Article 6. - Renonciation à réclamations

L'exploitant ne sera admis à réclamer à la Polynésie française aucune indemnité en raison :

- * soit d'une interruption totale ou partielle, ou d'une gêne apportée à son exploitation qui résulterait de travaux entrepris ou de mesures temporaires d'ordre ou de police prescrites par les autorités compétentes ;
- * soit d'une interruption totale ou partielle, ou d'une déficience des aides à la navigation aérienne ;
- * soit d'une cause quelconque provenant d'une utilisation de l'aérodrome conformément à son objet.

Article 7. - Consignes d'utilisation des installations

Des consignes d'utilisation fixent les conditions dans lesquelles les usagers seront admis à utiliser les installations de l'aérodrome.

Ces consignes seront communiquées au Service d'Etat de l'Aviation Civile, qui les porte à la connaissance des usagers et du public.

Des restrictions d'utilisation peuvent le cas échéant être établies par le Service d'Etat de l'Aviation Civile, d'office ou sur demande motivée de l'exploitant.

Article 8. - Autorisations d'atterrissage

L'exploitant, nonobstant les dispositions de l'article 8 ci-avant, est tenu d'autoriser l'atterrissage des aéronefs d'Etat, des aéronefs affrétés par le Pays pour les besoins de ses services et par le Service d'Etat de l'Aviation Civile en Polynésie française dans le cadre de sa mission de contrôle technique, des aéronefs opérant pour des évacuations sanitaires et des aéronefs en déroutement technique.

Article 9. - Renseignements statistiques

L'exploitant tiendra à jour l'enregistrement des mouvements aériens sur l'aérodrome dans les formes prescrites par le Service d'Etat de l'Aviation Civile et fournira à ce service, dans les formes et aux époques qui lui seront indiquées, des états comportant tous renseignements d'ordre statistique sur l'exploitation de l'aérodrome.

Article 10. - Sous-traitance

L'exploitant pourra, avec l'agrément de la Direction de l'aviation civile, sous traiter l'exploitation de tout ou partie des ouvrages, bâtiments, installations et matériels de l'aérodrome.

Dans ce cas, l'exploitant n'en demeure pas moins responsable envers la Polynésie française et envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose la présente convention.

TITRE IV – CLAUSES DIVERSES**Article 11. - Frais de contrôle technique**

Dans le cadre des missions de contrôle technique mentionnées à l'article 4, l'exploitant facilitera en tant que de besoin l'organisation de ces missions.

Les missions de contrôle pourront être organisées par la Polynésie française ou par l'exploitant de façon à garantir la sécurité de l'exploitation de l'aérodrome.

Article 12. - Retrait d'autorisation et sanctions

Les autorisations administratives en vertu desquelles l'aérodrome est créé et utilisé, peuvent être suspendues, restreintes ou retirées pour les motifs suivants :

- 1) Si l'aérodrome ne remplit plus les conditions techniques et juridiques qui avaient permis d'accorder l'autorisation ;
- 2) S'il a cessé d'être utilisé par des aéronefs depuis plus de deux ans ;
- 3) S'il s'est révélé dangereux pour la circulation aérienne ;
- 4) S'il a été fait de l'aérodrome un usage abusif ;
- 5) En cas d'infraction aux lois et règlements d'ordre public, notamment aux prescriptions douanières, ainsi que pour des motifs intéressant la sûreté de l'Etat.

Les suspensions, restrictions ou retraits prévus ci-dessus n'entraînent aucun droit à indemnité pour les personnes physiques ou morales qui ont créé ou utilisé l'aérodrome.

Article 13. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile en Polynésie française.

Article 14. - - Durée de la convention

La présente convention à durée indéterminée est résiliée de plein droit en cas de retrait ou de caducité des autorisations administratives.

Article 15. - Exemplaires originaux

La présente convention est établie en quatre originaux, dont trois destinés à la Direction de l'aviation civile, à l'exploitant et au Service d'Etat de l'Aviation Civile de Polynésie française.

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Pour la Société Paradise Island¹

Fait à , le

Pour la Polynésie française

Le ministre
de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement

Olivier NOINAIN

Albert SOLIA

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

ARRETE n° 11395 MET du 30 décembre 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 2605 MDA du 17 avril 2013 autorisant la SARL Maintenance Marques Service, représentée par le gérant M. Valentin Oberlin à occuper le domaine public aéroportuaire de Atuona, Hiva Oa (îles Marquises) dans le cadre d'une implantation d'une installation pour de la maintenance aéronautique et de la mécanique générale.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation

temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 2605 MDA du 17 avril 2013 autorisant la SARL Maintenance Marques Service, représentée par le gérant M. Valentin Oberlin à occuper le domaine public aéroportuaire de Atuona, Hiva Oa (îles Marquises) dans le cadre d'une implantation d'une installation pour de la maintenance aéronautique et de la mécanique générale est abrogé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 11396 MET du 30 décembre 2014 abrogeant l'arrêté n° 544 MDA du 16 janvier 2012 autorisant M. Charles Mombaerts à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) dans le cadre de l'exploitation d'un parking pour véhicules de location.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aérodromes du pays ;

Vu l'acte de décès de l'intéressé réceptionné le 18 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'arrêté n° 544 MDA du 16 janvier 2012 autorisant M. Charles Mombaerts à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) dans le cadre de l'exploitation d'un parking pour véhicules de location sont abrogées à compter du 27 septembre 2014.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 11397 MET du 30 décembre 2014 abrogeant l'arrêté n° 1092 MDA du 6 février 2012 autorisant M. Charles Mombaerts à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) dans le cadre de la pose d'un panneau publicitaire.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aérodromes du pays ;

Vu l'acte de décès de l'intéressé réceptionné le 18 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'arrêté n° 1092 MDA du 6 février 2012 autorisant M. Charles Mombaerts à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) dans le cadre de la pose d'un panneau publicitaire sont abrogées à compter du 27 septembre 2014.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 11398 MET du 30 décembre 2014 abrogeant l'arrêté n° 4322 MTE du 17 juin 2013 autorisant Mme Tetua Raatini Seino épouse Huri à occuper le domaine public aéroportuaire de Tikehau (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un snack-bar.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aérodrômes du pays ;

Vu la lettre de l'intéressée en date du 27 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'arrêté n° 4322 MTE du 17 juin 2013 autorisant Mme Tetua Raatini Seino épouse Huri à occuper le domaine public aéroportuaire de Tikehau (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un snack-bar sont abrogées à compter du 1er janvier 2015.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 11399 MET du 30 décembre 2014 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'EURL Chong On Yin Jean.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifiée portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Hitia'a O Te Ra, de la commune associée de Mahaena et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 27 août 2014, reçue au GEGDP le 1er septembre 2014, présentée par M. Jean Chong On Yin, gérant de l'EURL Chong On Yin Jean,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'EURL Chong On Yin Jean, BP 60045, 98702 Faa'a centre, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 m³) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de $\varnothing > 150$ mm, dans le cadre du curage de la rivière Tevaifaara, dans une zone située à 1,2 kilomètre en amont du pont de la RC et s'étendant sur 2 kilomètres vers l'amont, sise à Mahaena, PK 31,730, commune de Hitia'a O Te Ra, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés aux remblais d'appui d'enrochements du pays et à la vente aux particuliers et aux entreprises.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par les camions de l'entreprise et de location.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2014-222-108 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
 - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
 - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
 - montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons $\varnothing > 150$ mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé, par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.

Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques la première fraction de la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit $1\,000\text{ m}^3 : 2 = 500\text{ m}^3$ à $400\text{ F CFP/m}^3 = 200\,000\text{ F CFP}$). Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.

La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.

- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.

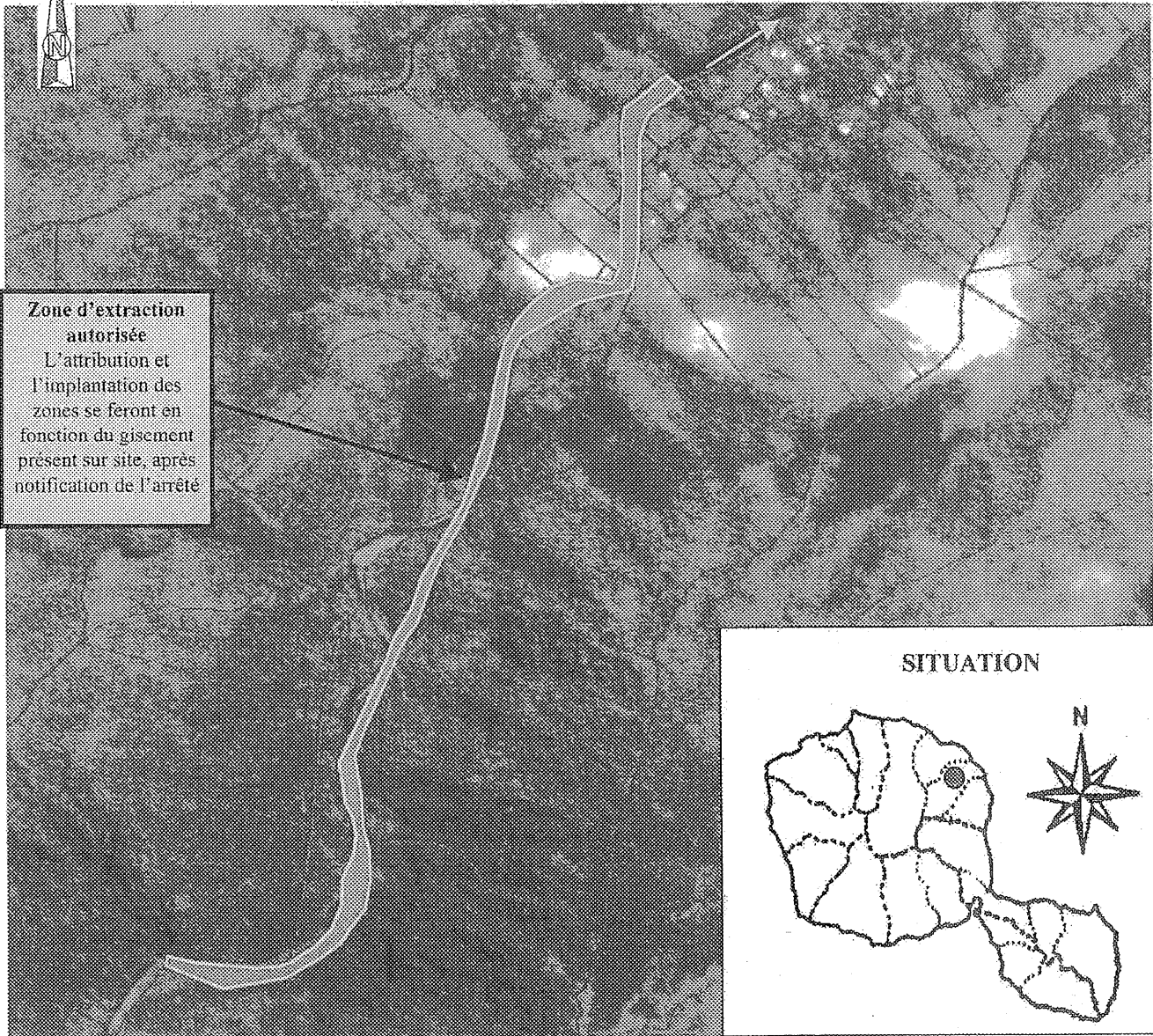
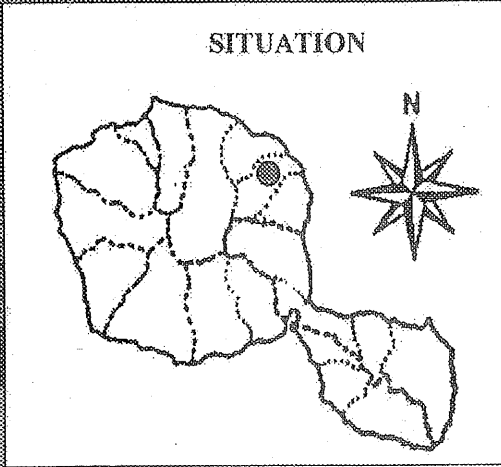
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p style="text-align: center;">ZONE D'EXTRACTION</p>  <p>Zone d'extraction autorisée L'attribution et l'implantation des zones se feront en fonction du gisement présent sur site, après notification de l'arrêté</p> <div style="position: absolute; bottom: 10px; right: 10px;"> <p>SITUATION</p>  </div>
<p>ILE DE TAHITI</p>	
<p>COMMUNE DE HITIAA O TE RA (MAHAENA)</p>	
<p>LIEU : <i>RIVIERE TEVAIFAARA A 1,2 KM EN AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 2 KM VERS L'AMONT SISE A MAHAENA PK 31,73</i></p>	
<p>QUANTITÉ : <i>1.000 M³ DE TOUT-VENANT</i></p>	
<p>DEMANDE DE : <i>EURL CHONG ON YIN JEAN</i> EN DATE DU : <i>27/08/2014</i></p>	
<p>PLAN N° : <i>2014-222-108 /DEQ/GEGDP</i> DRESSÉ LE : <i>13/11/2014</i></p>	
<p>DOSSIER N° : 2014-421</p>	

ARRETE n° 11415 MET du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté n° 635 MDA du 3 février 2011 portant octroi d'une licence d'armateur à l'EURL Transport maritime des Tuamotu-Ouest (TMTO) pour l'exploitation du navire Mareva Nui II sur la desserte maritime régulière des Tuamotu-Ouest, en remplacement du navire Mareva Nui.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 635 MDA du 3 février 2011 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à l'EURL Transport maritime des Tuamotu-Ouest (TMTO) pour l'exploitation du navire Mareva Nui II sur la desserte maritime régulière des Tuamotu-Ouest, en remplacement du navire Mareva Nui ;

Vu la demande de l'EURL Transport maritime des Tuamotu-Ouest (TMTO) en date du 8 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'article 5 de l'arrêté n° 635 MDA du 3 février 2011 modifié susvisé est remplacé ainsi qu'il suit :

"Art. 5.— Sous peine de caducité de la présente licence d'armateur, la mise en service du navire Mareva Nui II devra intervenir avant le 31 décembre 2015".

Art. 2.— Le renouvellement de la licence d'armateur est soumise à la présentation de justificatifs ou de tous éléments attestant de l'avancé du dossier.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 2014.
Albert SOLIA.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

DECISION n° 2014-9 CESC du 23 décembre 2014 portant modification n° 1 du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2014.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2013-121 APF du 4 décembre 2013 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;

Vu la lettre n° 300 CESC 2014 du 22 avril 2014 portant convocation des membres de la commission du budget ;

Vu la lettre n° 309 CESC 2014 du 28 avril 2014 portant convocation en séance plénière des membres du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 30 avril 2014,

Décide :

Article 1er.— Le budget d'investissement du Conseil économique, social et culturel est modifié comme suit (en F CFP) :

En recette :

Chapitre	Article	Libellé	Montant
951	1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	7 711 995
Total Chapitre 951			7 711 995

En dépense (crédit de paiement) :

Chapitre	Articles	Libellés	AP	Montant
900	213	Aménagement de construction	2.2013	3 874 730
	218	Matériel de bureau	2.2012	3 476 994
	213	Aménagement de construction	1.2012	360 271
Total Chapitre 900				7 711 995

Art. 2.— La décision n° 2014-4 CESC du 30 avril 2014 est abrogée.

Art. 3.— Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 décembre 2014.

Le président,
Angélo FREBAULT.

DECISION n° 2014-10 CESC du 23 décembre 2014 portant adoption du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2014.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2013-121 APF du 4 décembre 2013 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;

Vu la lettre n° 145 CESC 2014 du 3 février 2014 portant convocation des membres de la commission du budget ;

Vu la lettre n° 158 CESC 2014 du 6 février 2014 portant convocation en séance plénière des membres du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 11 février 2014,

Décide :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de la décision n° 2014-3 du 11 février 2014 sont modifiées comme suit :

En recettes :

Chapitre	Articles	Libellés	Montant AP	Montant CP
900	204	Subvention d'investissement 2014	10 000 000	5 000 000
	281	Amortissement des immobilisations corporelles	3 595 067	3 595 067
Total des recettes			13 595 067	8 595 067

En dépenses

Chapitre	Article	Libellé	Montant AP	Montant CP
	218	Matériel de bureau	13 595 067	8 595 067
Total des dépenses			13 595 067	8 595 067

Art. 2. — Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 décembre 2014.

Le président,
Angélo FREBAULT.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

EURL FARE NUI CONSTRUCTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 4 décembre 2014, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL).

Dénomination : EURL FARE NUI CONSTRUCTION.

Nom commercial : EURL FNC.

Objet : La société a pour objet d'être une société de construction de maisons individuelles clés en main. Nous nous exécuterons également dans des travaux de rénovations, d'extensions et d'aménagement. Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Siège social : Hitia'a, PK 40,500, côté mer, BP 467 Tiarei, 98705 Tahiti, Polynésie française.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation de la société.

Capital social : 10 000 F CFP (dix mille francs CFP).

Gérante : Mlle Alexandra APUARII.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Etude de Me Dominique DUBOUCH Notaire à Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu en l'office de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 23 décembre 2014, il résulte qu'une société dont les caractéristiques sont les suivantes a été constituée.

Dénomination : SARL CHEZ MYRIAM.

Forme : Société à responsabilité limitée.

Capital social : 100 000 F CFP.

Apport en numéraire : 100 000 F CFP.

Siège social : Hitia'a (Tahiti), PK 40, côté montagne.

Objet : La création et l'exploitation de tous fonds de restaurant, snack, plats cuisinés à consommer sur place ou emporter. L'acquisition, la mise ou la prise en gérance de tout fonds de commerce de cette nature. La prise à bail et l'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles. Et en général toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini.

Durée de la société et lieu de dépôt des statuts : La société est constituée pour 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de Papeete, où les statuts seront déposés.

Gérants : Mlle Hinerava Mohea Guénaëlle Michèle TAURUA et M. Stanley Tchoy Yu Faaïtoa FROGIER, demeurant ensemble à demeurant à Hitia'a (Tahiti), PK 40, côté montagne.

Pour avis et mention,
Me Dominique DUBOUCH, notaire.

SAP FINANCEMENT

Société civile au capital de 100 000 F CFP
Siège social : PK 48, côté montagne, Faaone
RCS Papeete n° TPI 13 59 C - N° TAHITI : A67964

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2014, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter de cette même date, et sa liquidation amiable sous le régime conventionnel.

A été nommé en qualité de liquidateur, M. Daniel CHOQUET, demeurant à Faaone, PK 48, côté montagne, pour la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à l'ancien siège social.

RCS de Papeete.

Pour avis,
Le liquidateur.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION TAMA HIMENE EVANELIA NO MOOREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 décembre 2014)

Président	: MARAEURA Ruben
Vice-président	: FIRIAPU Stéphane
Secrétaire	: MARAEURA Juliana
Trésorière	: FIRIAPU Augustine

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE DE L'ECOLE ET DU COLLEGE NOTRE-DAME-DES-ANGES A FAA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 septembre 2014)

Président	: BAZER-BACHI Pascal
Vice-présidente	: KOHUMOETINI-RURUA Teremuura
Secrétaire	: BORDESSOULLES Nathalie
Secrétaire adjoint	: PLENET Teiva
Trésorier	: MORO Franck
Trésorière adjointe	: CALVET Stéphanie

ASSOCIATION RAITAMA

Modification de statuts
(21 décembre 2014)

Elle a aussi pour objet :

- d'éduquer, de favoriser l'épanouissement des enfants, des jeunes et des adultes ;

- de promouvoir la solidarité sous toutes ses formes notamment en développant des activités de prévention, de formation et d'animation à caractère culturel, sportif, éducatif et social en direction des enfants, des jeunes et de la famille.

ASSOCIATION TAHITI POKER TOUR DITE TPT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 octobre 2014)

Président	: JACQUET Manuarii
Vice-président	: PIQUET Edouard
Secrétaire	: PIRITUA Violette
Secrétaire adjoint	: GUISS Gérard
Trésorière	: LANTEIRES Vaipoe
Trésorier adjoint	: PIQUET Diana
Assesseur	: PIRITUA Léon

ASSOCIATION SPORTIVE HOAAKI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 octobre 2014)

Président	: HAOATAI Averii
Vice-présidente	: LE PRADO Titaua
Secrétaire	: TEHIVA Chantal
Secrétaire adjointe	: BARBE Anaïs
Trésorier	: TEHIVA Jeffry
Trésorière adjointe	: RICHARD Jeanne

ASSOCIATION TAMARII ARUTUA VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 décembre 2014)

Président	: PARKER Jean-Marie
Secrétaire	: MARERE Hugues
Trésorier	: PARKER Vainui

COOPERATIVE HAVA'E DES PECHEURS COTIERS DE TEAHUPOO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 novembre 2014)

Présidente d'honneur	: TANG Maviritini
Président	: PAOFAI Augustin
Vice-président	: ROCHETTE Vetea
Secrétaire	: PARKER Didier
Secrétaire adjoint	: RONTI Alain
Trésorier	: MANAVARERE Patrick
Trésorier adjoint	: TETOPATA Mannix

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE HAKAHAU UA POU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 septembre 2014)

Président	: CHAPAT Benjamin
Vice-président	: PUHETINI Jean-Iolas
Secrétaire	: COEROLI Tunui
Secrétaire adjoint	: TEREINO Kehu
Trésorier	: BUREAU Henri
Trésorier adjoint	: KOMOE Moevai

COMITE REGIONAL DE LA POLYNESIE DE BOXE - CRPB*(Récépissé n° 5797 DIRAJ du 22 décembre 2014)***Extraits de statuts**

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts un comité régi par la loi du 1er juillet 1901 dénommé COMITE REGIONAL DE LA POLYNESIE DE BOXE - CRPB.

Il a pour objectifs notamment :

- de représenter la boxe anglaise sur le plan régional pour toutes les questions d'intérêt général auprès des pouvoirs publics et des organismes officiels régionaux et départementaux ;
- d'organiser et de contrôler la qualité de la formation sportive définie par la FFB ;
- de favoriser la promotion des sportifs qui pratiquent la boxe anglaise sur le plan social ;
- de coordonner, de surveiller l'activité des associations sportives de son ressort territorial ainsi que celle des comités départementaux éventuels ;
- de promouvoir la réalisation des infrastructures et des équipements nécessaires aux besoins et au développement de la pratique de la boxe anglaise ;
- d'entreprendre toute action susceptible, dans le cadre des règlements de la FFB, d'apporter aux associations sportives une aide effective dans leur fonctionnement sur le plan de la recherche, de la prospective, de la documentation, de la propagande.

En un mot, il a pour objet de contribuer au développement de la boxe anglaise dans les limites de son territoire et d'en préserver l'esprit.

Son siège social est fixé au quartier Graffe, rue Afererii.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: GRAND-PITTMAN Desly
Vice-présidente	: TAHIATA May
Secrétaire	: TAHIATA Maina
Trésorier	: TEUA Danilo
Membre	: TUREREARII Pierrot

LES SPORTIFS DE LA MAIRIE DE PAEA*(Récépissé n° 5817 DIRAJ du 30 janvier 2014)***Extraits de statuts**

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre LES SPORTIFS DE LA MAIRIE DE PAEA.

Elle a pour objet :

- de promouvoir diverses activités sportives au sein des employés communaux de Paea et leurs familles ;
- de faire participer ses membres aux manifestations sportives.

Les bénéfices réalisés sont affectés à l'activité de l'association.

Son siège social est fixé à Paea, PK 21,500, côté montagne.

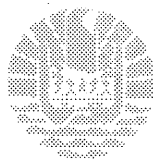
Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CHAN Heirani
Vice-présidente	: TUATAA Vaihere
Secrétaire	: DUPOND Line
Trésorière	: SERTHELON Sandra
Assesseur	: TAUHARA Fraddy

Est disponible

POLYNÉSIE FRANÇAISE



CODE DES IMPÔTS

(A jour au 1er janvier 2014)

Vice-présidence, ministère de l'économie, des finances, du budget et du travail,
chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations, de la lutte contre la vie chère et du dialogue social.

Direction des impôts et des contributions publiques
11, rue du Commandant-Destrebeau, BP 80 - 98713 Papeete - Tel : 40.46.13.87 - Fax : 40.46.13.00 - Email : directiondesimpots@dcp.gov.pf - www.impot-polynesie.gov.pf

Prix TTC : 5 220 F CFP

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
	Polynésie française	France — DOM-TOM — Autres Pays
		<i>Voie aérienne</i>
Numéro	263*	515
Abonnement 1 an	13 533	26 604
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		